

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

Bulletin de liaison n°37 - Novembre 2015



L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

INTERVIEW
**YANN
ARTHUS-BERTRAND**

DOSSIER
**LES RÉFUGIÉS : QUAND
L'INVISIBLE DEVIENT VISIBLE**

TÉMOIGNAGES
**L'ÉDUCATION À LA
CITOYENNETÉ EN RÉGION**

SOMMAIRE

PHOTO : SEE-MING LEE

BULLETIN DE LIAISON SEMESTRIEL N°37

RÉDACTION

Comité de rédaction

Tony Ben Lahoucine

Bertrand Sajaloli

Jean-François Fillaut

Catherine Monteiro

Jean-Jacques Ondet

Alain Payen

Agnès Riffonneau

François Zaragoza

et l'Équipe de Centraider.

Contributeurs pour ce numéro

Yann Arthus-Bertrand

Michel Babilot

Sandrine Bonnet

Franck Carrey

Ludvine Courtot

Camille Duchemin

David Eloy

Laurence Fédorko-Masia

Jean-Michel Henriot

Mickael Huet

Florence Kohltz

Delphine Léger

Félicie Meeschaert

Nathalie Moreau

Alain Payen

André Planchenault

Victor Provôt

Agnès Renaudon

Georges Rondeau

Michel Sauquet

Eric Samsom

et l'Équipe de Centraider

Crédits photographiques

Merci aux contributeurs de ce bulletin de liaison pour leurs photographies.

Licence Creative Commons Flick'r

Shutterstock

Remerciements

Marion Basquin

Roxanne Crossley

Anne Kaboré-Leroy

Séverine Lajarrige

Julie Renou

Laurence Rigollet

Elaboration du bulletin

Anthony Sigonneau

Cyril Boulrou

Guillaume Guetreau

Coordination et création graphique

Guillaume Guetreau

Visuel de couverture

Shutterstock / Guillaume Guetreau

ÉDITION

Directeur de la publication

Tony Ben Lahoucine

Imprimeur : ISF

ISSN : 2270-8377

CONTACT

Chargé de communication

Guillaume Guetreau

guillaume.guetreau@centraider.org

Les moments forts du réseau CENTRAIDER

4

1^{ÈRE} PARTIE

OUVRIR LES YEUX SUR LE MONDE

12

Définition : L'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

13

Interview de David Eloy, rédacteur en chef d'Altermondes

14

Témoignages d'acteurs en région Centre-Val de Loire

16

Interview de Yann Arthus-Bertrand, photographe

20

Interview de Michel Sauquet, président d'Éducasol

22

DOSSIER

LES RÉFUGIÉS: QUAND L'INVISIBLE DEVIENT VISIBLE

24

Cartographie : Les réfugiés en Europe

25

Témoignages d'acteurs en région Centre-Val de Loire

26

DOSSIER MÉTHODOLOGIQUE : Construire sa démarche d'ECSI : quelques pré-requis

30

2^{ÈME} PARTIE

L'ÉCOLE : INCUBATEUR DE CITOYENNETÉ ET DE SOLIDARITÉ

32

Témoignages d'acteurs de la coopération internationale en région Centre-Val de Loire

33

L'ECSI est là aussi où on ne l'attend pas...

38

Les événements à venir en région Centre-Val de Loire

40

La vie du réseau CENTRAIDER

42

CENTRAIDER est une association loi 1901
soutenue par la Région Centre-Val de Loire
et l'Etat français





ECSI (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale), EAD (éducation au développement), EAD-SI (éducation au développement et à la solidarité), EADD (éducation au développement durable), autant d'expressions qui traduisent toute la richesse d'une éducation qui a su s'adapter aux changements intervenus dans le monde depuis les années 1950. Mais en même temps, le passage de l'EAD dans les années 1970 à l'ECSI en 2015, soulève des incertitudes, des interrogations quant au champ conceptuel exact dans lequel œuvrent des acteurs de plus en plus nombreux et divers. Au groupe initial d'ONG de développement regroupées, pour les plus importantes, au sein d'EDUCASOL se sont ajoutées, au fil des ans, des « familles » d'acteurs issues du monde de l'éducation populaire, des institutions publiques (comme le ministère de l'agriculture ou l'éducation nationale), des collectivités territoriales... Chacun arrive avec son histoire, ses spécificités, ses contraintes.... Si, à ces deux éléments de diversité, on ajoute l'élargissement du champ des publics visés, la multiplication des types d'actions menées (sensibilisation, conscientisation, plaidoyer, mobilisation, travail en réseau, recherche-action, etc.) et la variété des questions vives traitées, on prend réellement conscience qu'aucun acteur, à lui seul, ne peut couvrir tout le champ éducatif. Il faut croiser les regards pour imaginer un horizon commun tout en respectant les approches de chacun. En d'autres termes, le travail multi-acteurs s'impose comme un enjeu majeur dans les années à venir. Le présent bulletin de liaison traduit parfaitement, au niveau régional, la diversité et la richesse des approches en matière d'éducation au développement, à la solidarité internationale et à la citoyenneté. Mais il souligne aussi les difficultés pour développer un partenariat multi-acteurs solide. Centraider peut jouer un rôle significatif dans cette voie en offrant un espace où pourront s'élaborer de nouveaux chantiers à partir d'actions de concertation, d'échanges, de partenariat, de complémentarité. Vaste programme mais le contexte actuel ne peut que nous encourager à aller dans ce sens, Centraider s'y engage en région Centre-Val de Loire à vos côtés.

Au nom du Conseil d'administration
Jean-Michel HENRIET et Alain PAYEN
administrateurs référents « éducation & formation »

CENTRAIDER 15

coopération internationale et solidarité ans



CENTRAIDER, le réseau régional multi-acteurs de la coopération internationale et de la solidarité en région Centre-Val de Loire, a soufflé sa 15ème bougie samedi 26 septembre au Centre de vie du Sanitas à Tours.

UN MILLIER D'ACTEURS RÉGIONAUX SOLIDAIRES ENGAGÉS

Au côté de Tony Ben Lahoucine, Président de Centraider, de nombreux témoignages ont permis de mesurer le chemin parcouru en 15 ans. Né en 2000, grâce à l'appui du Réseau Afrique 37, de Cités Unies France, du Conseil régional du Centre-Val de Loire, sous l'impulsion de Frédéric Tricot, le réseau s'est toujours appuyé sur les forces vives du territoire régional pour tisser des liens solidaires, équitables et durables. Aujourd'hui, CENTRAIDER accompagne et fédère près d'un millier d'associations, collectivités, entreprises et établissements publics en région Centre-Val de Loire.

Pour cette grande occasion, le réseau a souhaité convier tous ses membres à la première rencontre inter-commissions avec la volonté de fédérer les acteurs qui se rencontrent régulièrement tout au long de l'année à travers les 11 commissions géographiques (Afrique, Amérique latine, Asie et Europe) et thématiques (« Action extérieure des collectivités territoriales », « Agriculture et Alimentation », « Eau et Assainissement », « Education et Formation », « Energie, Climat et Environnement », « Santé » et « Tourisme équitable et solidaire ») organisées par le réseau. Cette année, le réseau a souhaité dédier son temps fort sur le thème : « Migrants et réfugiés : des droits humains aux enjeux climatiques », autour d'un après-midi d'échanges et de débats ouvert au grand public, un sujet au cœur de l'actualité et s'inscrivant dans l'organisation de la 21ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) par la France, du 30 novembre au 11 décembre prochain.

UNE JOURNÉE DÉDIÉE AUX QUESTIONS DE MIGRATIONS

Les regards avertis d'Olivier Clochard (CNRS - Centre national de la recherche scientifique/Migrinter) et Olivier Le Masson (GRDR - Groupe de recherche et de Réalisations pour le Développement rural) ont permis d'éclaircir les enjeux des flux migratoires à l'échelle de la planète et ceux des migrants, demandeurs d'asile, réfugiés ou encore clandestins, des termes renvoyant à des réalités très diverses parfois confondues dans les médias. Ces échanges, corroborés par les témoignages de réfugiés syriens basés en région, ont aussi été l'occasion d'interroger les liens souvent méconnus entre migration et développement et mettre en perspective le décalage entre les réalités d'un monde globalisé et l'importance de comprendre et d'intégrer les mobilités comme facteur de développement des territoires.

Réunis en ateliers géographiques dans un second temps, les participants ont pu approfondir la question des migrations à travers un focus sur chacun des quatre continents :

- La nouvelle donne migratoire en Europe sous les feux de l'actualité avec Catherine Wihtol de Wenden (CNRS/SciencesPo CERI) et Tony Ben Lahoucine;
- Les apports des migrations dans les projets de coopération en Afrique avec Olivier Le Masson (GRDR), Gabriel Moussanang (Administrateur de Centraider) et Malaly Camara (ADECYF - association pour le développement du cercle de Yélimané en France) ;
- L'étude de cas sur les spécificités des migrations au Tibet, Bangladesh, Birmanie et en Inde avec Anne-Sophie Bentz (Université Paris-Diderot) et Alain Payen (Administrateur de Centraider) ;
- L'analyse sociologique et psychologique de l'impact des migrations forcées en Colombie et au Venezuela avec Sandra Ruiz (étudiante colombienne en psychologie), Mercedes Divas (sociologue vénézuélienne) et Roberto Martinez (Administrateur de Centraider).

UNE FORTE MOBILISATION RÉGIONALE

Elus locaux, experts internationaux, universitaires, représentants et membres d'ONG et d'associations ainsi que de nombreux citoyens intéressés par ce sujet au cœur de l'actualité : l'évènement a réuni 150 personnes. Cette mobilisation témoigne une nouvelle fois de la vitalité du secteur de la coopération internationale et de la solidarité en région Centre-Val de Loire.

L'actualité nous rappelle, chaque jour un peu plus, la priorité du sujet des migrations dans le monde et ce qu'elles soient d'ordre économique, politique ou climatique. Le réseau CENTRAIDER et ses membres continueront de s'engager activement pour ne pas laisser ces échanges sans lendemain.

Ils ont participé aux 15 ans de CENTRAIDER

Anne-Sophie Bentz • David Bohbot • Malaly Camara • Olivier Clochard • Sylvain Davila • Ahmad Kerdiah et Najah Abdo • Olivier Le Masson • Pascal Meyer • Catherine Wihtol de Wenden

EUROPE

28 AVRIL

COMMISSION EUROPE : « DÉFINITION DES AXES PRIORITAIRES DU RÉSEAU DES JUMELAGES »

Le réseau Centraider s'est ouvert à l'Europe avec l'appui du Conseil régional du Centre-Val de Loire, se faisant ainsi l'écho des attentes de nombreux acteurs régionaux de la coopération internationale et de la solidarité, particulièrement les comités et associations de jumelage, acteurs historiques du développement d'une citoyenneté européenne. Animée par François Zaragoza, référent « Europe » pour le Conseil d'administration de Centraider, la 1ère commission « Europe » a rassemblé à Blois 41 personnes de 30 structures différentes. Elle a permis de faire la synthèse de la 8^{ème} Journée régionale du réseau des jumelages européens, organisée par le Conseil régional du Centre-Val de Loire, de promouvoir les différents outils proposés par Centraider au service des acteurs régionaux et enfin de définir les axes prioritaires de la commission, à savoir un accompagnement méthodologique au montage de projets européens, la rédaction d'un argumentaire pour les élus locaux, la promotion des dispositifs d'accueil de jeunes volontaires (Service Civique à l'International, Service Volontaire Européen, programme Erasmus+ Jeunesse) et l'importance du fonctionnement des jumelages en micro-réseaux.

PARTENAIRES

6 ET 7 MAI

LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS VONT À LA RENCONTRE D'INSTITUTIONS À BRUXELLES.

Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) ont organisé les 6 et 7 mai 2015 deux journées de travail à Bruxelles, en lien avec les bureaux régionaux français, auxquelles ont notamment participé Tony Ben Lahoucine et Cyril Boutrou, respectivement Président et Directeur de Centraider. A travers des rencontres avec de nombreux acteurs européens clefs dont la Commission européenne (DG Devco), la Représentation Permanente de la France auprès de l'UE, le Comité des Régions ou encore Platforma, les RRMA ont ainsi pu présenter leur travail et défendre leurs visions et intérêts. Il a notamment été question au cours des échanges de la spécificité des RRMA dans le paysage européen, des opportunités de financements européens, des priorités de l'Union en matière de coopération internationale, de l'Année européenne pour le développement, de l'approche territoriale de la solidarité internationale ou encore de l'éducation à la citoyenneté.



NAISSANCE DE LA PLATEFORME RÉGIONALE DE MOBILITÉ EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE DES JEUNES DU CENTRE-VAL DE LOIRE

PILOTÉE PAR CENTRAIDER, LE CRAJEP ET LE CRIJ

La région Centre – Val de Loire compte plus de 290 000 jeunes de moins de 30 ans. Parmi eux à peine un peu plus de 25 000 quittent le sol français pour une mobilité internationale. C'est-à-dire que moins de 10% des jeunes de la région ont la chance de partir découvrir d'autres cultures, de parler réellement une autre langue, d'échanger avec d'autres jeunes de leurs réalités quotidiennes respectives, d'étudier dans des établissements étrangers ou encore de travailler dans une entreprise d'un autre pays.

La majeure partie des jeunes part de façon collective et souvent dans le cadre des établissements scolaires. Il existe pourtant dans notre région de nombreux dispositifs permettant autant de mobilités différentes (séjour linguistique, études, travail, volontariat...) qu'il y a de variétés de publics jeunes : collégiens, lycéens, étudiants, apprentis, jeunes travailleurs, jeunes valides ou handicapés, garçons et filles. Parmi ces dispositifs, on peut citer Erasmus et ses dérivés pour chaque statut de public, les accompagnements de l'OFAJ, le SVE (Service Civique Européen), Trans'Europe Centre, VVV, Zelligidja...et cette liste est loin d'être exhaustive.

Or des études récentes montrent que ces dispositifs sont mal connus, insuffisamment utilisés et de façon très inégales selon le lieu de résidence (urbain ou rural). Si l'origine géographique est l'un des freins identifiés, on va constater que l'obstacle budgétaire est loin d'être neutre dans la décision de partir ou de rester et que la catégorie socioprofessionnelle de la famille est un critère important qui va influencer sur la décision. Plus les ressources financières de la famille sont faibles moins on appréhende l'effet positif global d'une mobilité internationale.

Cette Plateforme est la réponse opérationnelle d'une part à ces réalités de terrain et d'autre part aux orientations définies par l'État français dès 2013 puis par la région Centre-Val de Loire au travers du Comité Régional sur la Mobilité mis en place le 1^{er} juin 2015. La Plateforme est le fruit de la concertation entre les trois structures en réseau que sont Centraider, le CRAJEP (Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire) et le CRIJ (Centre régional d'information jeunesse), dans l'optique d'apporter une réponse satisfaisante à ces différentes problématiques. Elles ont ainsi décidé de réunir leurs compétences pour améliorer la visibilité et l'accessibilité des dispositifs existants, pour permettre à plus de jeunes de les connaître, d'en profiter et d'être accompagnés tout au long de leur réflexion et de leur démarche, en privilégiant particulièrement les jeunes les plus éloignés de ces pratiques de mobilités. Pour atteindre ces objectifs, dont la sensibilisation de 10 000 jeunes supplémentaires à ce type de mobilité, il est nécessaire de mener en parallèle des actions de sensibilisation, d'information et de formation à destination d'acteurs professionnels et de bénévoles liés aux secteurs de la jeunesse, de l'insertion, de l'information, de l'orientation ou encore de la formation professionnelle : 1 000 d'entre eux seront touchés par ces actions d'ici fin 2017.

Pour cette Plateforme dont le budget total s'élève à 250 000 €, les trois co-porteurs bénéficient d'une aide financière de 150 000 € du FEJ (Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse) du Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Le projet se déploie d'octobre 2015 à juillet 2017, au terme d'un diagnostic de la situation en région prévu en avril 2016, les actions de formations des acteurs et d'accompagnement des jeunes succéderont aux travaux de création d'outils d'informations.

EUROPE

5 SEPTEMBRE

CENTRAIDER PARTICIPE À UNE JOURNÉE DE PROMOTION DU SERVICE CIVIQUE ET DE RECRUTEMENT DE JEUNES

La Direction départementale de la cohésion sociale d'Indre-et-Loire (DDCS 37) a organisé, avec la Ligue de l'enseignement (FOL 37), le Bureau information jeunesse, la Mission locale de Touraine et le Réseau engagé des volontaires une « journée de mobilisation autour du service civique ». Cette manifestation s'est déroulée le samedi 5 septembre à Tours lors de laquelle plus de 270 jeunes ont pu s'informer sur le service civique et échanger avec les structures d'accueil.

Le service civique est un dispositif visant à favoriser l'engagement de la jeunesse au sein de la société, et à proposer aux jeunes de 16 à 25 ans de réaliser une mission d'intérêt général de 6 à 12 mois.

CENTRAIDER dispose depuis juin 2015, d'un agrément régional de service civique, permettant un accompagnement spécifique auprès de ses membres.

Pour plus d'informations
anne.lebihan@centraider.org

8

C'est le nombre de commissions organisées depuis mai 2015 à savoir deux commissions Europe, la commission Énergie, environnement, climat, la commission Éducation & formation, la commission Action extérieure des collectivités, la commission Afrique, la commission Amérique latine, la commission Asie.

7

C'est le nombre de formations organisées et/ou dispensées par CENTRAIDER depuis mai 2015.

250

C'est le nombre des pages publiées par CENTRAIDER en 2015, toutes publications confondues. Celles-ci sont au nombre de 4.

150

C'est le nombre de personnes présentes au Centre de vie des Sanitas à Tours pour les 15 ans du réseau et la 1^{ère} journée inter-commissions.

EUROPE

19 MAI

COLLOQUE DE L'AFCCRE : « LES POLITIQUES PUBLIQUES DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT : QUELLES RÉPONSES AUX ENJEUX DE NOS TERRITOIRES ? »

Dans le cadre de l'Année européenne pour le développement (AED), l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) a pris l'initiative d'organiser le mardi 19 mai à Orléans une conférence sur les réponses que les politiques publiques de coopération au développement sont en mesure d'apporter aux enjeux de nos territoires. Organisée en partenariat avec la Région Centre-Val de Loire, le réseau Centraider et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, et avec le soutien de l'Agence Française de Développement, cette journée a permis à près de 120 participants, élus et agents locaux et régionaux, de contribuer à la construction collective d'un argumentaire visant à favoriser la valorisation de cette dimension de l'action publique locale auprès des citoyens.



ÉNERGIE, ENVIRONNEMENT, CLIMAT

10 JUIN

COMMISSION ENERGIE, ENVIRONNEMENT, CLIMAT : « LA FILIÈRE DÉCHETS DANS LES PAYS DU SUD : QUELLE PLACE POUR LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ? »

Animée par Bertrand Sajaloli et Jean-François Fillaut, référents « Energie, Environnement, Climat » pour le Conseil d'administration de Centraider, la 1ère commission a rassemblé à Orléans une vingtaine de personnes autour de la thématique de la gestion des déchets et de ses enjeux dans les pays du sud. Dix ans après la mise en œuvre du 1% eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini, les collectivités ont désormais un mécanisme pour participer à l'amélioration de la gestion des déchets des pays en développement (1% déchets). La présentation d'initiatives portées par les acteurs régionaux GEVALOR (Afrique de l'ouest, Madagascar), la SCOP ESPERE (Sénégal) et les associations Yasagu (Mali) et Franco-Kirghize d'écotourisme (AFKE) ont permis de nourrir les échanges. Cette nouvelle commission traite de la globalité de ces questions auparavant fragmentées et permet de se placer dans le cadre de la préparation de la COP 21 et de ses enjeux majeurs de l'environnement planétaire.



PARTENAIRES

23 JUIN

RENCONTRE NATIONALE D'ADMINISTRATEURS DES 12 RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS

Le 23 juin dernier, dans les locaux de Cités Unies France à Paris, s'est déroulée la rencontre annuelle des administrateurs des douze Réseaux Régionaux Multi-Acteurs. Le Réseau Centraider représenté par son Président, Tony Ben Lahoucine et son Directeur, Cyril Boutrou est revenu sur ses nouvelles orientations, notamment en matière de jeunesse, d'ouverture vers l'Europe (jumelages et financements européens), et fait part de ses réflexions sur la création éventuelle d'un nouveau collège d'acteurs pour « la diaspora ». Cette rencontre fut l'occasion d'échanger avec le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international sur la programmation des mois à venir.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

7 JUIN

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER... UN MOMENT FÉDÉRATEUR POUR LE RÉSEAU !

CENTRAIDER a tenu son assemblée générale le 27 juin dernier à l'Université d'Orléans en présence d'une cinquantaine d'acteurs régionaux engagés dans des actions de coopération et de solidarité. Le réseau est ainsi revenu sur une année d'actions en faveur de la coopération internationale ainsi que sur les nouveaux chantiers lancés depuis septembre 2014. Le Festival ALIMENTERRE 2014, la Semaine de la solidarité internationale, le colloque « Voyages, Migrations, Mobilités », la conférence européenne organisée conjointement avec l'AFCCRE ou encore la sortie d'un tout nouveau bulletin de liaison consacré à la coopération internationale et au changement climatique ont permis au réseau de dresser une belle liste de succès.



Un nouveau conseil d'administration désormais composé de 27 membres a accueilli de nouvelles associations (Ligue de l'enseignement du Centre-Val de Loire, Namasté Inde), collectivités territoriales (Villes de Châtillon-sur-Indre et de Thiron-Gardais) et un acteur économique (Initiative Touraine-Chinonaise). Nous leur souhaitons la bienvenue !

JUMELAGES EUROPÉENS 4 JUILLET**FORMATION : « LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR LES JUMELAGES EUROPÉENS »**

Définie comme l'axe prioritaire de la 1ère commission « Europe » du 28 avril, la formation sur les sources de financement pour les jumelages européens, co-animée par Philippe Tarrisson (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe – AFCCRE) et Anthony Sigonneau (Centraider), a permis à une vingtaine de participants de se former sur le dispositif régional d'appui aux jumelages de villes en Europe et les financements européens (Erasmus + Jeunesse, OFAJ et programme l'Europe pour les citoyens).

ÉDUCATION & FORMATION 16 SEPTEMBRE**COMMISSION EDUCATION & FORMATION : « CONTEXTE ET ENJEUX DE L'ECSI »**

La nouvelle commission « Education & Formation » a été créée avec la volonté d'offrir un espace régional d'échange, de réflexion et d'action autour des nombreuses initiatives régionales en matière d'ECSI et ce, au regard de leurs multiples impacts positifs sur le territoire. Animée par Jean-Michel Henriot et Alain Payen, référents « Éducation & formation » pour le Conseil d'administration de Centraider, son objectif général est de favoriser une réflexion collective des différents acteurs concernés (collectivités locales, établissements publics, associations, établissements scolaires...) pour offrir des pistes concrètes d'une citoyenneté active sur le territoire.

WEB 16 SEPTEMBRE**FORMATION : LE B.A-BA DES RESEAUX SOCIAUX**

Sur les 3,025 milliards d'internautes à travers le monde, 2,060 milliards sont actifs sur les réseaux sociaux, soit 68% des internautes et 28% de la population mondiale. Même dans les territoires reculés, n'ayant pas accès à l'eau courante et où l'électricité est un problème d'accès, Facebook est pourtant bien présent. La formation animée par Centraider le 16 septembre dernier était destinée aux 9 collectifs locaux (organisateur de *La Semaine* sur leur territoire) afin de leur permettre de mieux communiquer sur l'évènement de la Semaine de la solidarité internationale. Cela a permis de mettre en lumière les principaux usages de ce nouvel environnement sur la publication, le partage, la discussion et le réseautage.

FINANCEMENT 30 SEPTEMBRE**FORMATION : RÉUSSIR SA CAMPAGNE DE CROWDFUNDING**

Le Web a profondément changé nos comportements. L'émergence du crowdfunding (littéralement «financement par la foule») permet de lever des fonds auprès d'un groupe d'individus, via une plateforme Internet, pour financer un projet. Vous avez été nombreux à nous faire part de votre volonté d'utiliser cet outil permettant de diversifier vos ressources. C'est dans ce cadre qu'une formation s'est déroulée le 30 septembre à Tours à laquelle 25 personnes ont pris part. La rencontre animée par Quentin Bévan, membre

de Financement Participatif France (Plateforme nationale des structures françaises de crowdfunding) a permis de mettre en lumière les différentes formes de financements participatifs, de fournir les clefs d'une réussite de collecte de fonds via cet outil au travers de cas concrets. Cette formation sera renouvelée au 1^{er} semestre 2016, au regard du nombre de demandes d'inscriptions reçues par Centraider et de notre volonté de vous accompagner à la diversification de vos ressources.

**LA SEMAINE... 9 ET 10 OCTOBRE****FORMATION : CONSTRUIRE UNE ANIMATION DANS LA VILLE SUR LE CLIMAT**

Le choix pour la majorité des collectifs locaux en région Centre-Val de Loire s'est porté cette année sur le thème du changement climatique. Centraider, en tant que coordinateur de *La Semaine* en région, a proposé une formation en partenariat avec la Ligue de l'enseignement du Cher. Vingt personnes ont assisté à ces journées à Bourges et Blois. Echanges, apprentissages théoriques et pratiques (comme le photo-langage) sur les enjeux planétaires jusqu'à l'impact de la consommation individuelle et collective ont permis à cinq collectifs et huit structures différentes de préparer la 18ème édition de la Semaine de la solidarité internationale.

ALIMENTERRE 16 OCTOBRE**FORMATION : ORGANISER UN DÉBAT APRÈS UNE PROJECTION ALIMENTERRE.**

Dans le cadre du festival Alimenterre et tout au long de l'année scolaire, diverses activités sont organisées proposant aux jeunes de l'enseignement agricole d'ouvrir leur regard sur le monde, via des interventions d'experts sur ces questions. Le besoin de mettre en débat les situations abordées est de plus en plus croissant à chaque édition notamment au sein de la communauté enseignante.

Co-organisée avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) et animée par le CCFD-Terre Solidaire (Centre), la journée du vendredi 16 octobre sur Fondettes a ainsi été l'occasion de contribuer à former les enseignants de l'enseignement agricole à mener des débats à travers l'abord de la posture de l'enseignant et de son rôle d'animateur, le choix des invités, la maîtrise du temps de parole jusqu'à l'agencement des lieux pour favoriser questions et échanges.



LANCEMENT DE TROIS APPELS À PROJETS À DESTINATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES

Le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) lance plusieurs appels à projets à destination des collectivités territoriales françaises afin de développer et renforcer les initiatives existantes dans la cadre de la coopération décentralisée. La diversité des thèmes, la couverture des zones d'actions et les différentes formes de partenariats envisageables permettent de couvrir un large panel d'actions menées par les collectivités françaises et notamment de la région Centre-Val de Loire.

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS TRIENNAL 2016-2018 EN SOUTIEN À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour la quatrième édition de son appel à projets triennal, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), en collaboration avec les ambassades de France et les préfetures de région, consolide le partenariat entre le MAEDI et les collectivités territoriales.

Ce dispositif a évolué pour tenir compte de l'évolution de l'environnement dans lequel interviennent les collectivités territoriales et des priorités que l'Etat s'est fixé. Il entend tout d'abord encourager les nouveaux partenariats et stimuler les projets des collectivités territoriales françaises dans certains pays où celles-ci sont peu présentes. L'appel à projets triennal 2016 – 2018 est ouvert à tous les pays, à l'exception de ceux pour lesquels un accord bilatéral a été signé entre le MAEDI et le pays partenaire (Chili, Maroc, Mexique, Argentine, Sénégal, Québec), ou des pays pour lesquels la DAECT a créé un fonds d'appui spécial pour la coopération décentralisée (Territoires Palestiniens, Tunisie).

Huit thèmes prioritaires de coopération sont proposés pour cet appel à projets :

- Développement rural, agro-écologie et sécurité alimentaire,
- Eau et assainissement, gestion des déchets,
- Services publics locaux, tourisme, patrimoine, urbanisme et transports publics,
- Partenariats numériques,
- Francophonie,
- Mobilité et développement,
- Égalité femmes-hommes et droits des femmes,
- Biodiversité.

Compte-tenu du lancement concomitant d'un appel à projets sur la « Mobilité internationale des jeunes », les projets relevant de la thématique « Jeunesse » ont vocation à répondre à cet appel à projets spécifique et non à entrer dans le cadre de l'appel à projets triennal. Les projets relevant de la lutte contre le dérèglement climatique seront éligibles dans une nouvelle édition de l'appel à projets « climat » à venir (2016). L'objectif reste en effet la mobilisation des collectivités territoriales à l'international, d'abord sur leur savoir-faire en matière de développement de territoires et celles des acteurs locaux, en leur proposant un partenariat qui puisse donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions.

Cet appel à projets triennal entend renforcer les actions de suivi-évaluation, encourager la participation des entreprises au montage et à l'accompagnement des projets, soutenir les propositions intégrant un Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA), stimuler les actions de concertation et de mutualisation entre collectivités territoriales françaises intervenant sur un même territoire d'une collectivité étrangère partenaire.

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS FRANCO-ARGENTIN 2015 EN SOUTIEN À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Suite aux actions engagées depuis 2008 et en application des accords bilatéraux, le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) – Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)- et le Ministère argentin des Relations extérieures et du Culte (MREC) – Direction générale de Coopération

internationale (DGCIN)- ouvrent, pour la sixième année consécutive, un appel à projets de coopération décentralisée pour l'association de collectivités territoriales françaises et de gouvernements locaux argentins, du 15 octobre 2015 au 15 janvier 2016.

Les thèmes prioritaires de coopération pour cet appel à projets porteront sur :

- Les projets culturels (hormis les manifestations culturelles) et de valorisation du patrimoine historique (en particulier liés à la présence française en Argentine) ;
- La formation professionnelle (école des métiers, formations de formateurs, participation à la création d'un centre de formation, étude sur les besoins locaux ...) ;
- Le développement économique (pôles de compétitivité, économie sociale et solidaire) ;
- L'environnement et la lutte contre le changement climatique ;
- Le tourisme durable ;
- Les politiques publiques facilitant l'inclusion sociale ;
- Les séminaires conjoints d'échanges d'expériences sur les thématiques précitées.

APPEL À PROJETS « JEUNESSE ET MOBILITÉ INTERNATIONALE » 2015-2016

La mobilité internationale est un puissant levier pour favoriser l'autonomie des jeunes et leur insertion professionnelle. L'internationalisation de la jeunesse profite aussi à l'ouverture de la France sur le monde. Dans le cadre du plan « Priorité Jeunesse » mis en place par le gouvernement, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) s'est engagé en faveur de la mobilité des jeunes, notamment dans le cadre du volontariat international.

Les groupes de travail de la CNCD « Territoires, jeunesse et mobilité » et « Inclusion sociale » ont produit des recommandations et des exemples de bonnes pratiques afin d'accompagner

et d'inviter les collectivités territoriales à se mobiliser pour la mobilité internationale des jeunes. Ces jeunes devront pouvoir, grâce à cette expérience à l'international, acquérir des compétences et des savoir-faire utiles à leur insertion professionnelle.

Dans cette perspective, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) en partenariat avec France Volontaires et avec le soutien de l'Agence du Service Civique, propose aux collectivités territoriales un appel à projets consacré à la mobilité internationale des jeunes avec un premier volet portant sur le volontariat international, tandis qu'un second volet soutiendra en 2016 des projets relatifs à la formation professionnelle des jeunes, compte-tenu de la compétence des régions en la matière.

Cet appel à projets portera sur un large éventail de zones géographiques. L'approche multi-acteurs au niveau local est aussi un point d'attention, avec une participation au projet des entreprises locales. Certains jeunes bénéficient souvent de moins d'opportunités de mobilité : les jeunes provenant des territoires ruraux, péri-urbains et ultramarins, les jeunes de catégorie socio-professionnelle défavorisée, les jeunes en insertion professionnelle et les jeunes porteurs de handicap. Les projets s'adressant ou incluant aussi ces jeunes se verront accorder un taux de cofinancement bonifié.

De plus, afin de renforcer des relations déjà installées entre deux collectivités partenaires, l'appel à projets met en priorité les échanges de volontaires internationaux s'inscrivant dans le cadre de projets de coopération décentralisée déjà existant. Les projets s'inscriront sur une période d'une année, les missions de volontariat international s'étalant sur une période de 6 mois à 1 an. Cet appel à projets, ouvert du 15 octobre 2015 au 15 janvier 2016, s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs groupements afin de soutenir les projets sélectionnés dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères.

2016

Un second volet de cet appel à projet Jeunesse portera en 2016 sur la dimension « Formation professionnelle des jeunes »

WWW

Pour en savoir plus sur le règlement de ces appels à projets, les conditions d'éligibilité, les modalités de présentation des candidatures, consultez le site www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Retrouvez d'autres appels à projets et sources de financements sur www.centraider.org

Vous souhaitez des renseignements ?

Centraider est à votre disposition pour vous accompagner dans la recherche de partenaires ou sur la rédaction de votre projet.

N'hésitez pas à contacter Cyril BOUTROU par courriel à l'adresse : cyril.boutrou@centraider.org

PUBLICATION

GUIDE PRATIQUE

L'ECSI

L'Éducation à la Citoyenneté
et à la Solidarité Internationale
Focus en région Centre-Val de Loire



Fruit d'un minutieux travail de recherches et de rencontres initiées en février 2015 auprès d'une soixantaine d'acteurs régionaux et nationaux, CENTRAIDER dévoile son « Guide pratique sur l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) en région Centre-Val de Loire », ayant obtenu le label « Année Européenne pour le Développement – AED 2015 ».



10 fiches pratiques • 40 fiches acteurs • 8 fiches pour financer son projet ECSI • 1 répertoire national des acteurs ressources • 1 répertoire des acteurs régionaux

DISPONIBLE DÈS MAINTENANT SUR

WWW.CENTRAIDER.ORG

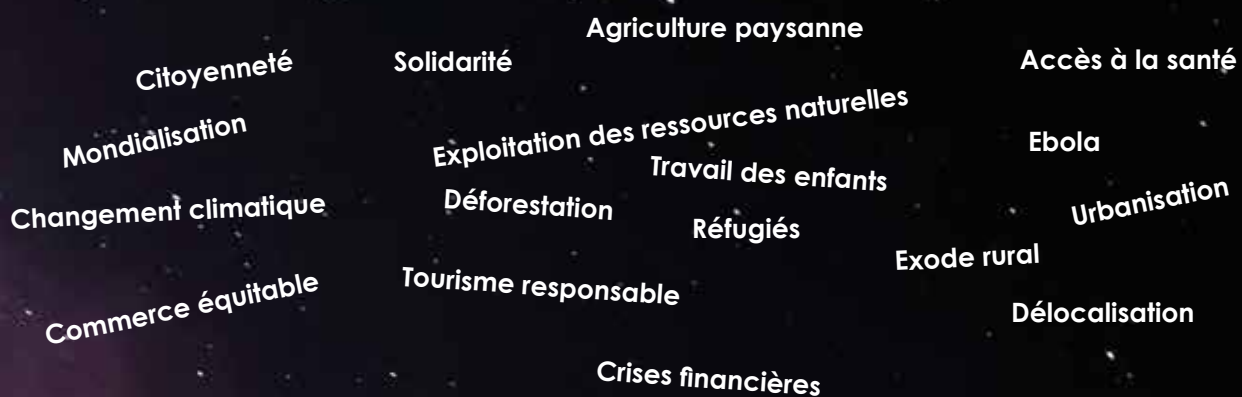
OUVRIR LES YEUX SUR LE MONDE



E.C.S.I

L'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) est un processus éducatif global sur le long-terme qui vise à donner à tout individu des clés pour comprendre le monde qui l'entoure et d'agir en tant que citoyen.

L'ECSI utilise essentiellement une pédagogie active en créant un espace de dialogue et d'émulation collective où l'animateur doit accompagner un groupe dans sa réflexion en partant de ses représentations initiales et en sachant jusqu'où on peut aller.



CONSTATER

Nos modes de vie et de consommation ont des répercussions « loin » de chez nous : nous vivons dans un monde interdépendant.

QUESTIONNER

Comprendre la complexité d'enjeux mondiaux
Faire bouger nos représentations
Développer un regard critique

AGIR

Redécouvrir notre capacité d'agir et devenir acteur du changement en sachant que le meilleur moyen de faire évoluer les choses au niveau global, c'est agir localement, à sa manière et à son échelle.

INTERVIEW DE **DAVID ELOY**, REDACTEUR EN CHEF D'ALTERMONDES

« L'ECSI PERMET D'EXPLIQUER ET DE PRÉSENTER DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ET DE NOUVELLES FAÇONS DE PENSER »

Ingénieur agronome de formation, spécialisé en process qualité des industries agroalimentaires, David Eloy, 40 ans, est tombé dans la solidarité internationale par hasard. La découverte du Maroc et de l'Inde ont nourri son goût pour l'international et l'envie de « faire bouger les choses ». Il est désormais le rédacteur en chef de la revue nationale *Altermondes*.

Quelles sont les valeurs fondamentales défendues par *Altermondes* ?

DAVID ELOY : *Altermondes* est une revue qui s'est créée il y a dix ans. L'idée était de pouvoir proposer un autre regard sur le monde en partant du point de vue des sociétés civiles parce que l'on considère qu'il n'y a pas qu'une société civile homogène mais différents courants, types d'acteurs, et qu'il y a énormément de diversités. Ce qui va définir la société civile pour nous, avec laquelle nous avons envie de travailler, à qui nous avons envie de donner la parole, c'est celle qui défend l'intérêt général et qui est porteuse de valeurs pour revenir à votre question. Nous défendons ainsi la solidarité, l'ouverture au monde, la participation de l'ensemble des citoyens à la vie démocratique (et pas simplement une fois tous les cinq ans pour voter) et la participation à la décision. Ce sont des valeurs qui sont liées au respect des droits humains au sens large dans lequel nous incluons aussi le respect de l'environnement. Donc toutes ces questions de justice, de tolérance et d'ouverture au monde sont très importantes pour nous parce que nous souhaitons promouvoir un monde dans lequel il y a une solidarité plurielle qui s'exprime et qui se construit.

Quel rôle joue votre revue trimestrielle en matière d'ECSI ?

D. E. : On nous a souvent demandé si nous étions un outil d'éducation au développement, ou désormais ce que l'on appelle ECSI puisque les mots changent tout le temps. Nous avons toujours dit que nous n'étions pas un outil mais un média. En ce sens, on peut appuyer des dynamiques, nourrir les réflexions et ainsi servir les acteurs qui pratiquent l'ECSI à travers notre contenu journalistique. Très concrètement, lorsque l'on travaille nos contenus éditoriaux, nous avons une vraie vigilance pour qu'il y ait un décryptage de ce qui se passe dans le monde en mettant en lumière des situations et des acteurs qui agissent et essaient de proposer des solutions et des alternatives pour que ces situations, lorsqu'elles sont dramatiques, ne perdurent pas. Cela peut-être des initiatives très locales, des projets très portés sur le terrain ou directement des initiatives d'ECSI car le changement des mentalités c'est aussi important. C'est



montrer ainsi que face à une situation, il existe des réponses expérimentées à différentes échelles et de différentes natures.

En quoi l'ECSI permet à tout individu de « redécouvrir sa capacité d'agir » ?

D. E. : Je pense, pour faire le lien avec ce que j'ai dit précédemment, que dans le monde actuel, où nous sommes globalisés, où tout est grand et interdépendant, nous ne savons plus sur quels leviers agir pour faire changer les choses d'autant plus que les sociétés européennes sont dans une crise de fonctionnement démocratique qui a montré et montre chaque jour ses limites. Les gens se sentent perdus parce qu'ils n'ont plus trop confiance dans l'appareil politique et dans l'appareil médiatique par absence d'idéologies structurantes. Je pense que l'ECSI permet justement de redécouvrir, d'expliquer et de présenter de nouvelles façons de faire, de nouvelles façons de penser par des initiatives très concrètes que peuvent s'approprier des individus. Ainsi c'est montrer aux gens qu'ils peuvent agir. Ce qui est intéressant dans les récentes évolutions de l'ECSI c'est que l'on articule beaucoup mieux le local et le global. Ce qui démontre que l'on peut agir à l'autre bout du monde mais aussi à côté de chez soi dans une même logique et cohérence et avec des initiatives très concrètes qui apportent du changement. Le succès depuis un an des mouvements comme Alternatiba est assez symptomatique de cette articulation global/local et d'une compréhension du monde dépoussiérée.

La diffusion de l'image choc du petit Aylan, retrouvé mort sur une plage, constitue-t-elle un tournant dans l'intérêt porté à la situation des migrants ?

D. E. : J'aimerais dire oui mais malheureusement non. Il y a eu un effet de sidération qui, effectivement, a fait bouger des lignes de la part de certains dirigeants. Cela a poussé des choses à un moment donné et a effectivement permis « d'humaniser » une situation encore plus qu'elle ne l'était parce que c'est une image qui parle, mais ce n'est pas suivi d'une manière durable et je trouve ça triste.

Donc la médiatisation des crises favorise au final l'émotion au détriment d'une réflexion réelle sur les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde ?

D. E. : En fait le souci c'est que l'on fonctionne au coup médiatique et à l'actualité chaude en général dans la presse. Ce qui fait qu'en ce moment, on nous parle de réfugiés syriens avec toutes les ambiguïtés qu'il peut y avoir car ce n'est pas très clair ce que l'on nous raconte, parce-que l'on dit tout et son contraire en permanence. Le problème c'est qu'un sujet chasse l'autre et dans six mois ce sera autre chose qui occupera la scène médiatique. Or, ce problème est une question structurante et importante qui suscite un débat légitime et sain car nous ne sommes pas obligé d'avoir le même point de vue sur la question. En traitant ce sujet à chaud et en ne faisant pas de débat citoyen et sain, on finit par assister à des envolées de petites phrases politiques qui aident encore moins à réfléchir.

Peut-on lutter contre cette culture du sensationnel ?

D. E. : Il y a une nécessité à traiter l'actualité chaude car il est normal qu'à un moment donné il y ait une actualité qui soit plus prégnante que d'autres. En revanche, je pense qu'il faut un vrai travail de débat contradictoire et heureusement, certains médias le font mais malheureusement ce n'est pas ceux qui donnent le « La » de l'actualité. Ce qui manque aujourd'hui sur cette question ce sont des faits car contrairement à ce que l'on dit, on manque de réelles données et de chiffres et on balance des vérités sur cette histoire d'invasion alors qu'il suffit de prendre les chiffres pour voir que ce n'est pas non plus la déferlante...

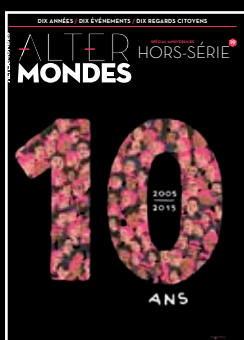
Vous parliez d'une perte de confiance des citoyens dans l'appareil médiatique. Est-ce que les événements tragiques de Charlie Hebdo ont redéfini les liens entre médias et citoyens ?

D. E. : Structurellement parlant, les médias traversent une crise de confiance depuis plusieurs années. Le baromètre de

La Croix qui sort tous les ans le montre et l'atteste. C'est un vrai problème. Il se trouve que le baromètre a remonté cette année alors que nous sommes malheureusement habitués à le voir descendre. D'une manière très pragmatique, les chiffres prouvent une nouvelle appétence de la part des citoyens pour leurs médias mais la question qui me vient à l'esprit c'est de savoir si cela est durable car il se trouve que ce baromètre est fait fin janvier/début février donc pendant la période faisant suite à l'attaque contre Charlie Hebdo. Je ne dis pas non plus qu'il n'y a pas eu d'évolutions pour autant ! Cela a permis de remonter dans une démocratie comme la France, où l'on s'endort un peu, de remettre en avant que la presse était fragile (d'autant qu'il n'y a pas que Daesh qui menace la Presse) et que les médias doivent être libres de s'exprimer et des réflexions ont commencé y compris au sein du Ministère de la Culture et de la Communication pour le soutien de la Presse. Mais la réflexion ne me semble pas aller plus loin et je pense que la crise demeure et qu'il s'agit d'un réflexe émotionnel.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui rêvent de devenir journaliste et notamment pour Altermondes ?

D. E. : Je pense que le journalisme est un très beau métier qui demande à être curieux du monde, à comprendre les points de vues et nourrit le débat démocratique par l'écriture d'articles et la diffusion de l'information. En soi, c'est un très beau métier à condition qu'il soit fait dans les règles de l'art. Je ne ferai pas la critique des médias mais vous voyez où je veux en venir... C'est un métier qui est très difficile car le secteur de presse est en crise mais ce n'est pas parce que c'est un secteur en crise qu'il ne faut pas y aller, bien au contraire. Je pense que le monde de la Presse a besoin d'un renouveau. Nous avons besoin qu'une nouvelle génération l'investisse pour justement apporter un autre regard, une autre vision du monde et venir dépoussiérer tout ça. Les grands médias sont importants mais il existe aussi une diversité de médias différents et j'invite cette jeunesse qui a envie de faire du journalisme, à faire ses armes dans ces médias peut-être plus confidentiels mais dans lesquels on fait du vrai journalisme, où l'on est curieux de choses auxquelles les autres ne s'intéressent pas et je trouve que c'est une belle école parce que l'on ouvre des perspectives différentes. Ce sont aussi des laboratoires d'une nouvelle façon de faire et de produire de l'information. Il y a une multitude d'espaces qui se créent partout en France, qu'ils soient des médias locaux ou spécialisés, il y a une vraie effervescence qui ne demande qu'à être nourrie par une jeunesse qui a envie de s'y coller. Les changements viennent par la base, jamais par le haut.



Le hors-série n°19 d'Altermondes revient sur dix années d'existence à travers dix événements et dix regards citoyens.

Disponible en kiosque



TÉMOIGNAGE DE MICKAEL HUET, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL ADJOINT DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

COMMENT AGIR À SA MANIÈRE ET SIMPLEMENT, À DEUX PAS DE CHEZ SOI ?

Làïque et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport. Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de près de 30.000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale. Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets. Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

QUE FAISONS-NOUS ?

La Ligue de l'enseignement, par son ancrage territorial, participe à l'émergence d'actions de citoyenneté de proximité en multipliant les projets en milieu scolaire et sur le temps de loisirs des enfants et des jeunes.

QU'EST CE QUE LA LIGUE ?

Elle est à la fois une fédération composée en région de 1700 associations agissant localement et produit un mouvement d'idées qui atteste de son projet de transformation de la société et une organisation complémentaire de l'Ecole publique qui agit dans la tradition de l'éducation populaire. Notre projet consiste à unir et accompagner les forces associatives et éducatives locales qui s'ignorent parfois pour innover en matière d'éducation à la citoyenneté. Agir pour l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, c'est agir dans une démarche d'éducation populaire, en développant le partage des compétences et des connaissances, notamment grâce à la vie associative locale.

DES ACTIONS CONCRÈTES

Depuis 2010, un projet régional intitulé « égalité et citoyenneté » permet à notre association de développer des projets adaptés à ses publics : enfants, jeunes, publics empêchés (comme les détenus), de former les éducateurs et différents encadrants. Ces actions sont construites à l'aide de démarches pédagogiques actives facilitant les interactions entre les individus, favorisant la rencontre,

libérant la parole des groupes en offrant des espaces d'expression sur leur vision du monde dans une posture critique.

ET AUSSI UNE PLURALITÉ DE PROJETS

« Lire et Faire Lire » permet aux personnes de plus de 50 ans de partager des moments de lecture dans les établissements scolaires et les structures de loisirs. « Lire et Faire Lire » provoque donc la rencontre entre un groupe d'enfants et un lecteur.

L'exposition « Histoire et Mémoire de l'immigration en région Centre-Val de Loire » permet d'enclencher une réflexion locale sur des thématiques citoyennes. Coordonnées par la Ligue de l'enseignement, des associations locales se mobilisent pour diffuser, faire vivre l'exposition et mobiliser les acteurs éducatifs sur leur territoire.

Un projet « autour du gaspillage alimentaire dans les lycées » vient d'être enclenché dans 27 lycées de la région Centre – Val de Loire afin de mettre en place des actions éducatives et citoyennes en direction des lycéens et du personnel éducatif dans l'objectif de réduire le gaspillage alimentaire dans l'établissement scolaire et de faire bouger les représentations sur cette thématique.

MICKAËL HUET
Délégué régional adjoint
La Ligue de l'enseignement
de la région Centre-Val de Loire
mhuet@laligue.org
06.76.90.13.10
www.laligue.org

TÉMOIGNAGE D'AGNÈS RENAULDON, ARTISANS DU MONDE (36)

CONSOMMER AUTREMENT AU QUOTIDIEN : UN ENGAGEMENT CITOYEN ?

L'association *Artisans du Monde* est bien ancrée dans l'Indre avec ses trois groupes répartis sur le département à Issoudun, Argenton et La Châtre, permettant de véhiculer pleinement les valeurs du commerce équitable. L'éducation à ces valeurs juxtapose l'activité commerciale pour sensibiliser et informer tous les publics à la démarche inscrite dans notre charte, à savoir construire d'autres échanges mettant au centre les Droits Economiques, Sociaux, Culturels et Environnementaux pour tendre vers un monde plus juste et plus humain. De nombreux bénévoles s'engagent afin de modifier les comportements et favoriser la prise de conscience des citoyens que consommer autrement au quotidien est un réel engagement et une alternative au système économique et aux règles du commerce mondial actuel. Concrètement, comment cela se passe-t-il ? La commission éducation d'*Artisans du Monde* propose des animations à ces bénévoles afin de les sensibiliser sur les droits humains pour répondre aux différentes demandes : intervention en milieu scolaire, de la maternelle à l'université, en lien avec les programmes d'éducation à la citoyenneté, d'économie ou d'autres disciplines où les valeurs du commerce équitable peuvent être abordées. Nous intervenons également tous les ans auprès du Conseil municipal des enfants de Châteauroux lors de campagnes, forums, marchés spéciaux, où *Artisans du Monde* propose des expos ou encore des quiz afin de revenir sur le sens de l'acte d'achat et faire prendre la mesure de l'importance des choix de consommation individuelle mais aussi collective. *Artisans du Monde* Châteauroux a depuis trois ans un partenariat avec l'association DARC (Danse Art Rythme Culture) lors du festival International de Danses qui se

« FAVORISER LES ÉCHANGES METTANT AU CENTRE LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX, CULTURELS ET ENVIRONNEMENTAUX POUR TENDRE VERS UN MONDE PLUS JUSTE ET PLUS HUMAIN. »

déroule chaque mois d'août. « Eduquer à la citoyenneté et à la solidarité internationale, favoriser l'esprit critique, découvrir les impacts sociaux, politiques et environnementaux du commerce équitable » sont les éléments moteur qui animent l'équipe castelroussine. A l'approche de la COP21, *Artisans du Monde* s'emploie à démontrer que le commerce équitable est aussi une alternative au réchauffement climatique. Tout un programme...



PHOTO : ARTISANS DU MONDE

AGNÈS RENAULDON

Administratrice Artisans du Monde 36
chateauroux@artisansdumonde.org
www.artisansdumonde.org

STARTING-BLOCK : ÊTRE « PROVOCATEUR DE SOLIDARITÉ ! »

L'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité (ECS) a été formalisée par *Starting-Block* comme une démarche éducative ayant pour objectif l'ouverture sur l'autre et sur le monde qui nous entoure en s'appuyant sur des méthodes actives et participatives, accessibles à tous. *Starting-Block* met en oeuvre la démarche d'E.C.S. auprès des jeunes, en favorisant la rencontre avec des jeunes adultes engagés dans des associations. L'E.C.S. accorde une part importante au rôle des pairs. En instaurant des méthodes amenant à la discussion, elle cherche à libérer la parole des jeunes pour leur permettre de s'exprimer

sur leur vision du monde et les amener à se questionner et les inciter à construire leur propre projet.

Starting-Block intervient principalement auprès des 9-18 ans et des 18-30 ans sur des thématiques variées liées à la citoyenneté, à la solidarité internationale, à l'environnement... Coeur de réseau, *Starting-Block* accompagne également les associations étudiantes et de jeunes qui souhaitent s'engager dans des actions d'E.C.S. en proposant des temps d'échanges et de formations et des outils pédagogiques développés de façon collaborative. L'association intervient aussi auprès d'autres publics, notamment des salariés. Dans cette optique, nous sommes provocateurs de solidarité !

STARTING+BLOCK
PROVOCATEURS DE SOLIDARITÉ

WWW.STARTING-BLOCK.ORG

ÉTUDIANTS ET DÉVELOPPEMENT

QUAND LES JEUNES S'ENGAGENT...

Étudiants et Développement anime un réseau national d'associations jeunes et étudiantes porteuses de projets de solidarité internationale (SI) et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

E&D, c'est un réseau porté par les jeunes et pour les jeunes. Ensemble, nous voulons construire demain, être acteurs de changement, imaginer de nouvelles solidarités et proposer des solutions alternatives et porteuses. Pour cela, nous avons fait le choix de nous rassembler et de mutualiser nos pratiques et nos efforts. La démarche participative de l'éducation populaire nous permet de révéler et de renforcer la capacité de chacun à comprendre et agir. Nous pensons que la rencontre et les échanges entre pairs, le partage d'expériences et la valorisation de nos pratiques, couplés à l'intervention d'autres acteurs de la solidarité internationale, à la force de la jeunesse, sont autant de tremplins pour concrétiser des projets qui dessineront le monde de demain.

LE PIEED PRIX DES INITIATIVES ÉTUDIANTES POUR L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Le PIEED est un dispositif mis en place par Étudiants et Développement (E&D), en partenariat avec Solidarité Laïque et France Volontaires, pour soutenir et encourager les associations étudiantes qui mènent des actions locales autour de problématiques et enjeux internationaux. Ce prix s'adresse à toutes les initiatives des associations étudiantes en ECSI, c'est-à-dire des projets qui proposent une réflexion critique et des outils pédagogiques dans le but de sensibiliser et transmettre au public la nécessité d'agir pour une plus grande solidarité locale et internationale. Plus qu'un simple apport financier, il s'agit pour E&D d'aider les étudiants, de manière impliquée, à développer et valoriser leur projet. Les thématiques peuvent être très diverses: culture, santé, environnement, sport, éducation, et bien d'autres ! Chaque année, cinq associations sont distinguées pour la qualité et l'originalité de leurs projets. En 2015, c'est l'association grenobloise « IDEES » du Master Coopération Internationale et Communication Multilingue de l'Université de Grenoble 3 qui a remporté le premier prix. Leur projet "La Terre Sous nos Pieds" propose des projections-débats participatifs autour d'un reportage sur les enjeux humains, écologiques et industriels générés par l'activité de l'exploitation minière de Yanacocha à Cajamarca au Pérou. L'association finalise aujourd'hui son jeu de rôle afin de montrer ce que l'exploitation d'une mine implique, tant pour les habitants que pour ceux qui y travaillent, les employeurs, les pouvoirs locaux.

CAMILLE DUCHEMIN

Chargée de mobilisation citoyenne, PIEED,
dispositif IDEES
cduchemin@etudiantsetdeveloppement.org
www.etudiantsetdeveloppement.org

TÉMOIGNAGE DE FÉLICIE MEESCHAERT, LAURÉATE DU PIEED



Le projet « Une bande dessinée pour relater l'histoire des Talibés » a été monté par cinq étudiantes en carrières sociales engagées au sein de l'association « Solidar'Enfance » et consiste en la création d'une bande dessinée sur les conditions de vie des enfants talibés (une catégorie d'enfants des rues) au Sénégal. Pour cela, nous nous sommes rendues sur place en juin 2014 afin de mener des ateliers de dessin, d'écriture, de mimes... avec des enfants talibés de la ville de Saint-Louis. L'objectif était que les enfants puissent s'exprimer sur leurs situations et conditions de vie et se baser sur leur vécu pour construire l'histoire de la BD (synopsis, scénarios,...) de manière à illustrer le quotidien de ces enfants : mendicité, pauvreté, manque d'hygiène et de soin, forme « d'esclavage » de la part de marabouts... Nous avons décidé qu'une fois réalisée et imprimée, cette B.D. pourra être un outil d'ECSI, c'est-à-dire qu'elle pourra être utilisée par divers acteurs de la solidarité internationale pour sensibiliser aussi bien ici, en France, à des questions liées à l'enfance, à l'éducation dans le monde, la religion ou encore la culture, etc. L'objectif étant de conscientiser certains publics vis-à-vis de ce qu'il se passe dans le monde et les inciter à les faire agir eux-mêmes. C'est aussi un outil qui permettra de sensibiliser au Sénégal (par le biais de notre association ou des associations locales), notamment dans les villages, aux conditions de vie que leurs enfants pourraient subir en fonction des écoles coraniques où ils envoient leurs enfants.

Pour pouvoir utiliser cet outil, nous avons créé un guide pratique de sorte à ce que chaque acteur puisse utiliser l'outil à sa façon et sensibiliser aux thématiques citées ci-dessus ou à la problématique des talibés, bien particulière et propre au Sénégal.

C'est donc grâce à cette démarche de sensibilisation, et plus précisément d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale que nous avons décidé de participer au PIEED et avons obtenu le 3^{ème} prix en 2015.

La bande dessinée sortira à la fin de l'année.

solidarenfance@gmail.com

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : **LES AUTRES ARTISANS DE LA SOLIDARITÉ**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CHER (18)

Avec l'installation de son nouvel exécutif, le Département du Cher souhaite réorienter sa politique de solidarité internationale vers un axe de développement de projets solidaires à l'international, notamment en faveur des jeunes.

M^{me} Véronique Fenoll, 1^{ère} Vice-présidente du Conseil départemental en charge de la solidarité internationale et Présidente du Conseil consultatif pour la coopération internationale (instance chargée de l'examen des projets solidaires) a proposé aux membres de ce Conseil d'élaborer un nouveau règlement d'aide aux acteurs locaux. Ce texte sera soumis aux élus départementaux lors de l'Assemblée départementale du 7 décembre prochain.

En tout état de cause, une attention toute particulière sera accordée à la valorisation des projets de développement financés par le Département, sur le territoire du Cher et plus spécifiquement auprès des collégiens. A ce titre, des actions de restitution devront être prévues et proposées (exposition, conférence, animation pédagogique...) par les acteurs locaux.

Le Conseil consultatif évaluera l'ensemble des projets soutenus par le Conseil départemental. C'est ainsi que l'association Namasté Inde est venue présenter le 5 octobre dernier aux membres du Conseil consultatif, le compte rendu de son action de jumelage avec l'école Christ Nagar School au Kérala en Inde.

A travers cette restitution, l'implication des jeunes du collège Jean Renoir, acteurs du projet, a été mis en lumière. De plus, ces élèves ont su mobiliser et sensibiliser leurs pairs à la solidarité internationale grâce aux restitutions organisées au sein de l'établissement.

LAURENCE FEDORKO-MASIA

Chargée de la politique de solidarité internationale
Conseil départemental du Cher
laurence.fedorkomasia@departement18.fr

COMMUNE DE THIRON-GARDAIS (28)

Voilà quelques années maintenant, la commune de Thiron-Gardais (Perche, Eure-et-Loir) inaugurerait sa nouvelle médiathèque. L'occasion pour Marie-Josée Blanchard, médiathécaire, de présenter une initiative avec « Réseau Solidaire », dirigé par Karima Zahir. Cette association eurélienne, dénichée sur internet, s'est fixée trois grands objectifs : créer un dispensaire dans le village de Fomihara situé au Nord-Est du Sénégal, favoriser l'accès à la lecture en créant une bibliothèque dans l'école et contribuer à la création d'un atelier de couture.

L'équipement de matériel scolaire à l'école sénégalaise et la fourniture d'œuvres à la bibliothèque (adaptés aux besoins locaux), se sont faits via une forte mobilisation de l'école, des élèves et des parents afin de mener à bien cette action solidaire et citoyenne des habitants de Thiron-Gardais. Depuis lors, les échanges n'ont pas cessé et de fréquentes nouvelles arrivent à Fomihara et à Thiron-Gardais. Les travaux de la bibliothèque sont terminés et l'effectif de l'école est désormais de 170 enfants. Il y a même une classe de maternelle comprenant petite, moyenne et grande section qui s'est créée. Karima Zahir précise qu'elle est « contente de la dynamique qui émerge dans ce village, tout cela grâce aux soutiens des Thironnais ». Un échange est en cours entre la classe de CE1-CE2 de Thiron-Gardais et leurs homologues du village de Fomihara. Les correspondants sénégalais et leur instituteur ont consacré deux jours à la confection de petits animaux et figurines en argile ainsi que des poupées en tissu pour les offrir aux enfants de Thiron-Gardais. Par la suite, le Réseau Solidaire est retourné en Afrique apportant des fiches de présentation confectionnées par les petits Thironnais. Ceux-ci ont reçu en retour des dessins réalisés par leurs correspondants sénégalais. L'aventure continue.

VICTOR PROVÔT

Maire de la commune de Thiron-Gardais (28)
02.37.49.42.50



PHOTO : COMMUNE DE THIRON-GARDAIS

INTERVIEW DE YANN ARTHUS-BERTRAND, PHOTOGRAPHE

Yann Arthus-Bertrand s'est toujours passionné pour le monde animal et les espaces naturels. Le témoignage par l'image devient sa vocation au Kenya. Il réalise alors de nombreux reportages liés à la nature en livre ou à la télévision. En 2009, il écrit et réalise le documentaire *Home* pour le cinéma, produit par Luc Besson. *Human* est sorti le 12 septembre 2015.

Home est sorti en 2009, six ans après et en vue de la COP 21 qui se tiendra à partir du 30 novembre en France, les mentalités ont-elles changé ?

La prise de conscience est là mais nous sommes incapables d'inverser notre civilisation basée sur la consommation. Si nous ne sommes pas capable de changer, tout ce que l'on fait ne sert à rien. On ne sait pas quoi faire véritablement et l'on continue comme avant : on ne mange pas moins de viande et on achète pas moins de voiture. On est toujours dans la recherche de la croissance et au final, on passe notre vie à travailler pour consommer. C'est très compliqué car c'est ce point de croissance qui finance nos routes, nos hôpitaux, nos écoles et d'autres structures importantes... C'est vraiment un changement de civilisation qu'il faut mettre en place et comme nous sommes dans un pays assez riche, le 6e pays du monde, il faut que l'on apprenne à partager car tout le monde a besoin de grandir et de se développer. Ce n'est pas simple et je n'ai pas la solution.

Human est-il un moyen supplémentaire pour faire pression sur les dirigeants du monde pour que l'on arrive à un accord ?

Vous savez, je ne crois absolument pas faire pression sur les gouvernements. Les gouvernements font leur boulot comme ils le peuvent. Ils tentent de faire pression pour des accords mondiaux... Aujourd'hui, nous sommes dans un système où il faut absolument que les gouvernements s'engagent sur des mesures. D'autant que des mesures qu'on ne peut pas tenir ou que l'on n'a pas envie de faire, on ne les respectera pas. Aujourd'hui, les gouvernements ont un pouvoir limité. Le vrai pouvoir c'est nous qui l'avons à notre façon, à notre niveau et arrêter aussi avec l'idée que c'est les lobbys qui nous obligent toujours à consommer... C'est nous, tout seul, comme des grands. Nous vivons dans un système où l'on accuse toujours l'autre et cela freine l'émergence de véritables solutions ou en tous cas leurs mises en place.

Comment vous est venue l'idée de tourner Human ?

Je suis resté un jour bloqué dans un petit village au Mali avec des agriculteurs semant des cultures de subsistance qui m'ont raconté leur vie, leurs craintes, leurs peurs, que ce soit de la maladie, du climat et de leur ambition qui

La FONDATION BETTENCOURT SCHUELLER présente
un projet de la FONDATION GOODPLANET

HUMAN

UN FILM DE
YANN ARTHUS-BERTRAND

Le premier long métrage mené par deux fondations à but non lucratif
FONDATION BETTENCOURT SCHUELLER | FONDATION GOODPLANET



amf
Association pour le maintien d'une France vivante

Google

Human est disponible sur
www.human-themovie.org.

Egalement disponible en Blu-Ray et DVD

était uniquement de pouvoir nourrir leurs enfants et cela m'a beaucoup bouleversé. J'ai compris des choses qu'on ne peut pas lire dans les rapports ou entendre dans les discours politiques. J'ai eu envie ainsi de lancer ce projet en vidéo en posant à tout le monde les mêmes questions sur le sens de la vie et j'ai travaillé sur un mélange de gens qui avaient tous leurs propres visions. Vous savez, le matin, quand nous allumons la radio et que nous entendons les nouvelles, c'est une partition dont tout le monde fait partie.

Vous avez dit avoir trouvé notamment l'inspiration dans *The Tree of Life*. Pourriez-vous nous en dire un peu plus ?

Oui, évidemment. Ce film de Terrence Malick m'a justement inspiré car il propose une structure narrative particulière. En commençant par le chaos comme une naissance du monde jusqu'à finir par une fin mystique en mélangeant la trajectoire des personnages et des images hypnotiques, ce film m'a montré qu'il était possible de faire celui que j'avais en tête : mélanger des images d'humanité et des témoignages tout en mélangeant plusieurs visions du monde avec les problèmes du quotidien de ces personnes. J'ai voulu faire ce film parce-qu'être un être humain c'est savoir gérer un peu tout ça. C'est savoir mettre son humanité toujours au-dessus de ses craintes de ses peurs et de ses ambitions.

Ce film a nécessité notamment trois ans de travail, deux mille interviews dans soixante-quinze pays différents. Pouvez-vous nous expliquer votre démarche et comment avez-vous réussi à capter l'essence de ce qui est important dans les témoignages ?

Par des interviews assez longues où l'on prend le temps de parler aux gens. Au bout d'un moment on finit par poser des questions très personnelles et cela marche ou pas. Les épreuves que traversent les personnes du film amènent ensuite à faire réfléchir... notamment pendant les séquences aériennes où la force des mots résonne. C'est le moment du film où c'est vous qui parlez. Ce sont des moments-miroirs.

Quels buts suivez-vous avec ce film. Y'a-t-il un message particulier ?

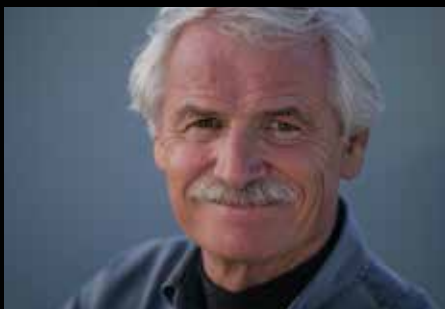
J'ai essayé en toute modestie d'amener un peu d'émotion à travers mon travail. Je pense qu'aujourd'hui, nous vivons dans un monde de cynisme et de scepticisme qui devient facilement un monde méchant. Je rêve d'un monde avec un peu plus

« LE VRAI POUVOIR, C'EST NOUS QUI L'AVONS »

d'amour. Je sais, c'est assez naïf, mais je trouve que croire un peu plus aux autres et être ouvert c'est un message utile. Je trouve qu'il ne faut pas avoir peur de dire que l'on peut changer le monde. Ce film est un message à la grande question « Qu'est-ce qu'être humain ? », sans pour autant donner des leçons. J'espère que le film amène l'idée d'agir car le scepticisme ambiant mène à l'inaction et nous avons besoin du contraire.

Il est rare voire unique de voir un film sortir à la fois en salle et quasi conjointement en DVD, à la télévision et sur internet. Avec *Human*, vous avez renouvelé l'expérience de « *Home* »...

Le fait que le film soit financé par la Fondation Bettencourt-Schueller, a permis que le film ne soit pas un objet commercial. Ce qui a permis d'être sur plusieurs plateformes à la fois. Google nous soutient fortement également. C'est une chance et je remercie la Fondation Bettencourt-Schueller et Google pour nous l'avoir donné. L'objectif est que ce film soit beaucoup vu, c'est primordial car c'est un film engagé d'où le fait qu'il ait plusieurs versions.



Est-ce que ce film a pour objet d'être réutilisé par les ONG ou structures de solidarité internationale ?

Les gens qui s'engagent sont ma famille. C'est un film qui mène à l'action et donc ce film est à la disposition de toutes les ONG, associations ou personnes travaillant sans but lucratif pour faire un monde meilleur. Il est à disposition de tous pour être montré et partagé. C'est un film acteur.

La triste actualité sur les vagues migratoires syriennes engendre une prise de conscience des sociétés civiles du nord. Que vous inspire cette crise migratoire ?

Nous avons été très attachés à parler de cela dans *Human* et nous sommes dans le rôle du Colibri en apportant notre pierre à l'édifice. Elle m'inspire le fait que ce n'est que le début. Nous faisons partie des premières puissances du monde et beaucoup de gens rêvent de vivre comme nous. La crise climatique, la crise économique, les guerres et d'autres situations tragiques, me font penser qu'il y aura de plus en plus de réfugiés.

Pourriez-vous en faire un film ?

Je ne pense pas pour le moment, car nous venons de faire un film important par sa logistique, les chiffres que vous avez dit le montrent et pour le moment on essaye de le projeter au maximum. Aujourd'hui, l'objectif est vraiment de montrer *Human*... Nous sommes en train de finir un film qui sera prêt pour l'ouverture de la COP 21 également et nous avons plusieurs projets importants pour le moment.

Vous avez réalisé auparavant un autre film rejoignant les thèmes de la solidarité internationale notamment sur l'eau avec « *La Soif du Monde* ». Soutenez-vous personnellement des actions de solidarité internationale ?

Le fait que ma fondation « Good Planet » finance de nombreux projets de ce type m'implique de toute évidence dans ces projets avec qui nous restons en contacts. Nous continuons par exemple de donner des clichés et des vidéos à ces projets.

Vous défendez des valeurs fortes de solidarité et d'engagement dans le but de favoriser le vivre ensemble. Quels conseils et messages avez-vous à faire passer à nos lecteurs pour vivre ensemble durablement ?

Si j'avais la réponse ce serait génial ! Mais c'est malheureusement impossible de répondre à cette question... Écouter l'autre c'est important et je l'ai particulièrement remarqué avec ce film car tous ces gens m'ont rendu meilleur. Je pense que vos lecteurs, qui sont des citoyens –nes engagés(ées), voient le monde différemment et en soi c'est un grand pas. L'engagement rend heureux donc croyons à l'engagement.

PHOTO : AURÉLIE MIQUEL



ENTRETIEN AVEC MICHEL SAUQUET, PRÉSIDENT D'EDUCASOL

« IL Y A MILLE FAÇONS DE CONCEVOIR L'ECSI »

Remerciements : Michel Sauquet, Anne
Kaboré Leroy et Laurence Rigollet

PHOTO : EDUCASOL

Comment peut-on définir l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) ?

Il s'agit d'une éducation dans son sens étymologique premier (e-ducere en latin, conduire hors de) : non pas un mouvement qui va de celui qui sait à celui qui ne sait pas, mais une conscientisation, un échange et une mise en débat. C'est permettre à chacun de comprendre les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde ; de prendre conscience de l'importance d'une démarche citoyenne ayant pour but de favoriser une solidarité entre les territoires, les générations, les groupes sociaux. C'est proposer des clés pour développer un esprit critique face à un modèle de développement dominant producteur d'inégalités et d'exclusions, aider à la construction collective de modes de développement respectueux des droits humains et de l'environnement. L'ECSI valorise des alternatives en cours partout dans le monde et elle cherche à favoriser un « vivre ensemble » pacifique. L'ECSI est pluri-thématique par nature et elle concerne vraiment tous les milieux en France : milieux associatifs, péri-urbains, ruraux, syndicats, personnes en grande précarité etc. Par ailleurs, il y a mille façons de concevoir l'ECSI : information/sensibilisation, réalisation de projets pédagogiques, formations, mobilisations citoyennes, plaidoyer, capitalisation, mise en réseau, etc.

Quelles sont les missions centrales de la plate-forme Educasol en tant que telle, ses principes, ses valeurs ?

Comme beaucoup de plate-formes, Educasol appuie et fait échanger ses membres. La mutualisation de l'expertise, des formations et des supports éducatifs de ses membres est destinée notamment à contribuer à la qualité des démarches d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI),

et à les partager avec d'autres acteurs du changement social. Par ailleurs, Educasol représente les acteurs de l'ECSI auprès des pouvoirs publics et du monde associatif, et construit collectivement un plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte des enjeux de l'éducation à la citoyenneté. Nos membres se rassemblent autour de principes communs comme la participation, l'échange d'expériences, le partenariat (avec un principe de réciprocité et d'égalité entre acteurs) ; l'impératif d'une évaluation permanente et la construction d'alliances autour de responsabilités et de valeurs partagées : responsabilité, solidarité, laïcité et libre arbitre.

Vous avez dit – et c'est inscrit dans votre charte – vouloir « permettre à chacun de comprendre les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde ». N'est-ce pas trop ambitieux ?

Non ; c'est la moindre des choses. Beaucoup de citoyens, croyons-nous, pensent hexagonal, territorial au sens strict, en ne se rendant pas toujours compte que leur sort et celui des autres, ici et là-bas, sont très étroitement liés. Ils déplorent l'exclusion, qu'ils ne peuvent pas ne pas voir au bas de leurs immeubles, mais ils n'en perçoivent pas forcément les causes, et ne les recherchent peut-être pas. Nous pensons véritablement que nos membres et nous-mêmes avons une vraie responsabilité dans la nécessaire conscientisation qui s'en suit. Utopie ? Vous connaissez cette citation de Mark Twain : « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait ». Une partie des médias affrontent déjà ce défi (notamment la revue *Altermondes* que nous soutenons et accompagnons), mais pas la majorité d'entre eux, loin de là.

Du coup, l'ECSI va-t-elle de pair avec l'éducation aux médias ?

Bien sûr ! Nous sommes bien d'accord,

vous ne parlez pas de l'éducation des médias, mais de l'éducation aux médias ? Dans ce cas, c'est essentiel, oui, d'aider les citoyens, notamment les plus jeunes, à faire le tri, à ne pas perdre les pépites de compréhension du monde que l'on trouve dans beaucoup de journaux, de revues, de chaînes télé, et plus récemment dans les réseaux sociaux qui, telle la langue d'Esope, peuvent se révéler la meilleure et la pire des choses.

Quel rôle peut/doit jouer l'éducation nationale dans cette démarche – non seulement celle d'éducation aux médias, mais celle de l'ECSI en général ? Les temps périscolaires et la réforme des collèges offrent-ils un cadre idéal pour renforcer les relations avec l'éducation nationale et les pouvoirs publics locaux ?

Depuis une trentaine d'années, on trouve mention de l'ECSI (ou d'intitulés similaires) dans les bulletins officiels et instructions pédagogiques du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que plus récemment dans la Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale votée en juillet 2014. Dans ces textes elle apparaît comme l'élément « visant à donner aux élèves des clés de compréhension des grands déséquilibres planétaires et à encourager leur réflexion sur les moyens d'y remédier, en contribuant à la compréhension des interdépendances environnementales, économiques, sociales et culturelles à l'échelle mondiale ».

L'ECSI constitue un bon outil pour aborder les grands enjeux du monde dans les programmes scolaires : un vivier pour réfléchir, s'interroger et agir, notamment en lien avec des associations. Cependant certains éléments des textes officiels nous interrogent, en particulier l'inclusion implicite de l'ECSI dans l'Éducation au Développement Durable (EDD).

En quoi l'évolution de la terminologie l'« Éducation au Développement et à la solidarité internationale » (EAD-SI) au profit de l'« Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale » (EC SI) répond-t-elle mieux aux enjeux actuels ?

Le changement de terminologie qu'Educasol a opéré en 2014 (remplaçant « éducation au développement » par « éducation à la citoyenneté ») était peut-être prémonitoire des événements de janvier 2015 en France, en tout cas particulièrement opportun. Dans notre domaine d'activité, il s'agit à travers ce mot de « citoyenneté » d'affirmer que l'on ne peut être solidaire avec ceux de « là-bas » sans l'être aussi chez nous. Que l'on ne saurait prétendre contribuer au changement de la société des autres sans chercher à changer aussi la nôtre. Et ce que nous constatons à travers l'activité de nos membres, c'est que l'expérience accumulée à l'international est un capital qui peut se révéler très utile pour penser le vivre ensemble dans les zones de population multiculturelle en France. C'est même une responsabilité des organisations dites de « développement » de verser au débat national la connaissance qu'elles ont des réalités et des représentations des populations avec lesquelles elles travaillent, de faire de leur expertise dans ce domaine quelque chose qui soit utile au renforcement du lien social ici. Sans conteste, l'éducation à la citoyenneté est, au moins potentiellement, l'une des formes les plus efficaces de la lutte contre la violence, l'intolérance, l'amalgame, le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, les atteintes à la laïcité, la résignation, le manque d'esprit critique, et tant d'autres maux de la société française.

L'évaluation de l'impact des projets d'ECSI constitue un fort enjeu. Comment les acteurs locaux peuvent-ils appréhender d'une manière simple ce pré-requis technique de l'évaluation ?

Nous avons beaucoup travaillé ces questions au cours des deux ans passés. Vous avez raison : l'évaluation de l'impact constitue un enjeu fort. Pouvons-nous prouver que l'ECSI contribue sur nos territoires à de véritables changements dans le « vivre ensemble » ? Si oui, l'évaluation a une valeur de plaidoyer, et surtout elle permet de renforcer la qualité des actions d'ECSI, la compétence des acteurs, l'évolution des pratiques. Il y a pour cela, comme vous le suggérez, des prérequis méthodologiques : avoir une vision claire du contexte dans lequel se déroulent les actions ; mettre l'acteur (et non l'action) au centre de la réflexion ; identifier précisément de quoi on parle quand on parle de changement ;

“ SANS CONTESTE, L'ECSI EST POTENTIELLEMENT L'UNE DES FORMES LES PLUS EFFICACES DE LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE, L'INTOLÉRANCE, L'AMALGAME, LE RACISME, LE MANQUE D'ESPRIT CRITIQUE, ET TANT D'AUTRES MAUX DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. ”

intégrer la dimension temporelle des processus d'ECSI : l'impact n'est pas un déclic : chercher les effets à court, moyen et long terme, prévus et imprévus (souvent très riches en particulier en terme de renforcement de lien social) ; faire une analyse croisée de ces effets eu égard aux changements visés ; intégrer l'impact des démarches d'ECSI sur les porteurs de projet eux-mêmes ; être dans une approche de contribution et non d'attribution (en quoi mon action a contribué (avec d'autres) aux changements que nous visions ?) ; enfin accepter la subjectivité des démarches d'évaluation d'impact, ce qui n'empêche pas d'être rigoureux !

Quelle est l'actualité de la plate-forme ? Quelles sont ses priorités pour les mois à venir ?

Nous sommes actuellement dans une année charnière pour approfondir la stratégie de la plate-forme et lancer des actions expérimentales pour amorcer de nouveaux axes de travail : nous réfléchissons en particulier à mettre en place un volet formation qui ne se substitue pas aux activités de nos membres dans ce domaine, mais apporte une plus-value collective ; nous lançons une vaste opération d'analyse et de capitalisation des actions de terrain de nos membres, notamment de leurs pratiques innovantes, pour voir en quoi une implication à l'international peut aider à mieux s'impliquer dans le « vivre ensemble » dans nos territoires, notamment lorsqu'ils ont un caractère pluriculturel fort (une publication suivra) ; nous dressons la feuille de route de ce que pourrait être un observatoire des pratiques de l'ECSI. Naturellement, nous travaillons aussi à élargir notre réseau et à répondre aux demandes d'adhésion qui nous arrivent et qui manifestent un intérêt fort pour mutualiser les pratiques et organiser un plaidoyer commun.

Quelles sont les clés de la réussite pour instaurer une dynamique de territoire localement en matière d'ECSI ? Comment peut-on mobiliser les pouvoirs publics locaux sur ces questions ?

Les clés de la réussite me paraissent

résider dans le renforcement du partenariat entre établissements scolaires, associations et collectivités territoriales dans toutes les actions d'ECSI : projets, événements, argumentaires en faveur d'une ECSI forte. Ce partenariat doit être porté à la connaissance du public et des professionnels, les expériences de terrain doivent être mutualisées, partagées, diffusées (particulièrement sur des sites tels qu'EDUSCOL (du ministère de l'Éducation nationale) et sur celui d'Educasol. Les pouvoirs publics locaux me paraissent être bien conscients de cette nécessité de mutualisation. Les collectivités territoriales ont contribué avec Cités Unies France (CUF), avec la Semaine de la solidarité internationale et dans le cadre d'un autre projet avec l'AFCCRE (Centraider y a d'ailleurs largement contribué) à la rédaction d'argumentaires à destination des élus des collectivités territoriales. Ces argumentaires démontrent tout l'intérêt de maintenir, voire de développer l'ECSI sur les territoires, pour renforcer le lien social, insister sur l'ouverture au monde, la tolérance, le dialogue interculturel.

Beaucoup de nos acteurs régionaux évoquent les difficultés qu'ils rencontrent pour sensibiliser de nouveaux publics sur leurs actions. Quels conseils leur donneriez-vous ?

La plupart des associations se posent actuellement cette question sans avoir de réponses toutes faites : la Semaine de la solidarité internationale, le Secours Catholique, Starting-Block etc... Pourtant dans un dernier sondage IFOP/AFD, 83% des personnes interrogées se disent intéressées par les questions relatives à l'aide publique au développement, la solidarité internationale, la coopération. Mais en même temps, ces personnes avouent se sentir très mal informées et peu au fait de ce qui se passe vraiment. L'ECSI devrait être un moyen privilégié pour pallier à ce manque d'information en répondant à un besoin exprimé par les citoyens eux-mêmes. Concernant les territoires, les démarches innovantes, s'appuyant notamment sur les nouveaux outils de communication, devraient être multipliées et mieux connues.

DOSSIER RÉFUGIÉS QUAND L'INVISIBLE DEVIENT VISIBLE

« Autour de cette ville, la monarchie a passé son temps à construire des enceintes, et la philosophie à les détruire. Comment ? Par la simple irradiation de la pensée. Pas de plus irrésistible puissance. Un rayonnement est plus fort qu'une muraille. » Victor Hugo

III^e siècle avant J.-C. : Un ensemble de fortifications est érigé par la force militaire chinoise pour marquer et défendre la frontière nord de la Chine. « La Grande Muraille » la plus longue et massive construction de l'Homme est née.

122 : Le Mur d'Hadrien est construit par les Romains sur toute la largeur de l'Angleterre pour protéger le sud de l'île des attaques des tribus calédoniennes soit l'actuelle Écosse.

1927 - 1936 : Pour se protéger des Allemands, les Français bâtissent la ligne Maginot.

1961 - 1989 : Pendant la guerre froide, le bloc soviétique ou « Europe de l'Est » était séparé de l'« Europe de l'Ouest » par des barrières de natures variées, l'ensemble étant désigné par l'expression « rideau de fer ». Berlin-Ouest était de même entouré par le mur de Berlin.

1969 : Belfast connaît les « Murs de la paix » pour séparer les communautés catholiques et protestants.

1993 : Un mur de près de 3 500 kilomètres est construit par l'Inde pour officiellement « enrayer l'immigration illégale, limiter les trafics de drogues et d'armes et couper certains mouvements indépendantistes actifs » du Nord-Est de l'Inde.

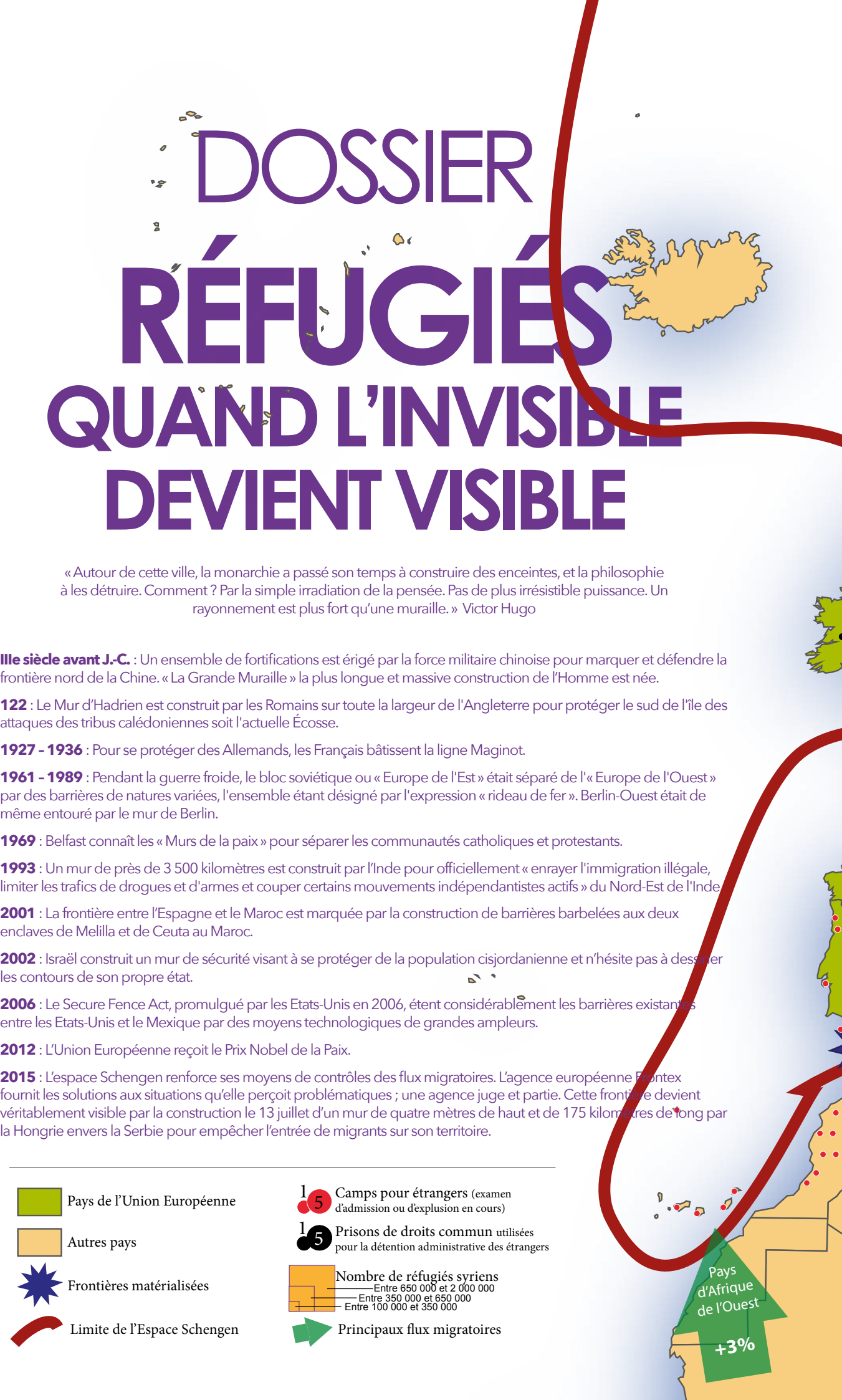
2001 : La frontière entre l'Espagne et le Maroc est marquée par la construction de barrières barbelées aux deux enclaves de Melilla et de Ceuta au Maroc.

2002 : Israël construit un mur de sécurité visant à se protéger de la population cisjordanienne et n'hésite pas à dessiner les contours de son propre état.

2006 : Le Secure Fence Act, promulgué par les États-Unis en 2006, étend considérablement les barrières existantes entre les États-Unis et le Mexique par des moyens technologiques de grandes ampleurs.

2012 : L'Union Européenne reçoit le Prix Nobel de la Paix.

2015 : L'espace Schengen renforce ses moyens de contrôles des flux migratoires. L'agence européenne Frontex fournit les solutions aux situations qu'elle perçoit problématiques ; une agence juge et partie. Cette frontière devient véritablement visible par la construction le 13 juillet d'un mur de quatre mètres de haut et de 175 kilomètres de long par la Hongrie envers la Serbie pour empêcher l'entrée de migrants sur son territoire.

 Pays de l'Union Européenne

 Autres pays

 Frontières matérialisées

 Limite de l'Espace Schengen

 5 Camps pour étrangers (examen d'admission ou d'expulsion en cours)

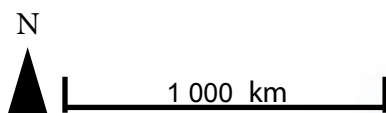
 5 Prisons de droits commun utilisées pour la détention administrative des étrangers

 Nombre de réfugiés syriens
— Entre 650 000 et 2 000 000
— Entre 350 000 et 650 000
— Entre 100 000 et 350 000

 Principaux flux migratoires

Pays d'Afrique de l'Ouest

+3%



D'après : Michel Foucher, Les murs de Schengen, *Le 1*, Migrants : la politique des barbelés, octobre 2015 ;
Cécile Marin, Qui accueille vraiment les réfugiés ? *Le Monde diplomatique* octobre 2015 ;
Olivier Clochard, L'Union Européenne doit devenir une terre d'accueil, *Migreuop / Migrinter*, 2015.
Sources : UNHCR, OCDE, Frontex ; fond de carte : d-maps

INTERVIEW DU **DR. FRANCK CARREY**, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION MEDINA

« UNE GRANDE PARTIE DES RÉFUGIÉS SYRIENS SE TROUVE DANS LES PAYS RIVERAINS DE LA SYRIE »

Quelles sont les missions de l'association Medina ?

L'association Medina a été créée en 1998 suite à la prise en charge d'une jeune fille bosniaque, prénommée Medina, atteinte d'une grave maladie. En hommage à la jeune fille, et parce que l'action était particulièrement symbolique, l'association porte son nom. Après l'ex-Yougoslavie, nous avons longtemps travaillé en Tchétchénie : adduction d'eau potable, équipement hospitalier. En 2010, nous avons implanté nos activités dans la Bande de Gaza, dans le domaine du soutien psychosocial à l'enfance. En 2012, nous avons approché un terrain très difficile, la Syrie, où après plusieurs petits projets, nous sommes parvenus à créer une maternité, fonctionnelle depuis le début de l'année 2015 dans la région d'Alep.

Le conflit syrien a commencé en 2011. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce conflit ? Quelles sont les conséquences des frappes effectuées par la Russie dernièrement ?

En mars 2011, après quarante-et-un ans de dictature, le désespoir a massivement poussé les Syriens dans la rue. Ce soulèvement, réprimé avec une cruauté sans limites, va évoluer vers un conflit armé.

L'instrumentalisation du djihad irako-syrien permet au régime de promouvoir le non-choix entre lui-même et les djihadistes. La militarisation du conflit ouvre le champ aux rivalités traditionnelles : expansion du chiisme iranien versus une poussée des monarchies sunnites du golfe ; zones d'influence respective de la Russie et des pays occidentaux. Le conflit s'enlise et à ce jour n'a pas de solution proche. Les conséquences : le déplacement de plus de la moitié de la population syrienne et une catastrophe humanitaire sans précédent dans la région. L'implication récente de la Russie sur le terrain, avec des moyens militaires très lourds, ne fera qu'amplifier cette catastrophe.

Survivre en Syrie est aujourd'hui pratiquement impossible ; ceux qui veulent ou doivent le faire continuent à mourir, exposés aux violences de toute nature, alors même que la solidarité internationale butte sur des obstacles majeurs : insécurité du

PHOTO : ASSOCIATION MEDINA



// IL FAUT TOUTEFOIS RELATIVISER LES CHIFFRES, PUISQUE LE PLAN D'ACCUEIL EUROPÉEN EN COURS PRÉVOIT L'INTÉGRATION DE 2,5% SEULEMENT DES SYRIENS AYANT QUITTÉ LEUR PAYS. //

personnel, coût des projets, instabilité et violence permanentes.
Qui accueille vraiment les réfugiés syriens ?

Plusieurs millions de Syriens ont quitté le pays. Une grande partie se trouve dans les pays riverains de la Syrie : Turquie, Liban, Jordanie. Mais l'absence de statut et les difficultés de tous ordres auxquels les Syriens sont confrontés dans ces pays, ainsi que la perte des derniers espoirs de pouvoir rentrer prochainement en Syrie, pousse maintenant les Syriens vers l'Europe. Il faut toutefois relativiser les chiffres,

puisque le plan d'accueil européen en cours prévoit l'intégration de 2,5% seulement des Syriens ayant quitté leur pays. Qu'ils en aient les moyens ou pas, les pays riverains de la Syrie conserveront donc la charge de la plus grande partie de ces réfugiés.

La diffusion de l'image choc du petit Aylan, a déclenché une prise de conscience du problème des réfugiés qu'ils soient syriens ou non, qu'est-ce qui a changé à votre échelle ?

Nous sommes sollicités de façon beaucoup plus fréquente depuis la diffusion de cette image et la mise en œuvre d'un plan d'accueil en France. Cependant, le petit Aylan n'est pas, et de loin, le premier enfant noyé alors que la famille tentait de rejoindre l'Europe. Les engagements pris par les pays signataires de la Convention de Genève sont mis à mal lorsque ces pays ne sont pas en mesure d'attribuer une protection à ceux qui leur demandent l'asile, ou pire, les repoussent.

Pouvez-vous nous en dire plus sur l'accueil de réfugiés syriens à Bourges ?

Une quinzaine de familles syriennes, soit une cinquantaine de personnes, vivent à Bourges dans des conditions globalement satisfaisantes, avec un statut de réfugié obtenu ou en cours. Bien que cela ne soit pas notre domaine d'action habituel, nous avons répondu aux sollicitations concernant l'arrivée de nouveaux réfugiés en adoptant un rôle d'intermédiaire actif entre les particuliers qui offrent des services et les collectivités locales. Ces collectivités sont censées bénéficier de fonds de l'Etat français pour accueillir dignement ces nouveaux réfugiés. Grâce à nous, elles sauront de quels moyens elles disposent sur place, et les particuliers bénéficieront du soutien de leur municipalité pour participer à l'accueil.

Quel rôle peut/doit jouer l'Education à la Citoyenneté (ECSI) dans cette démarche ?

Il y a toujours des conflits, passés, présents ou à venir. Et hélas, les civils en sont toujours les premières victimes. Il faut savoir que plus de soixante millions de personnes dans le monde ont dû quitter leur lieu de vie habituel. Pour leur venir en aide, nous devons être massivement impliqués. La solidarité est un acte fondateur de l'humanité. C'est un sentiment spontané, mais que l'on doit apprendre à reconnaître et à valoriser. C'est le but de l'ECSI. Lors de la précédente année scolaire, nous avons approché l'ECSI avec des résultats prometteurs : un groupe d'élèves en difficulté s'est fortement impliqué dans une action de soutien à des enfants de la Bande de Gaza. Cette année, nous allons amplifier nos travaux dans ce domaine.

ASSOCIATION MEDINA
Bourges (Cher)
02.48.24.54.44
www.solidarite-medina.org

LE CONFLIT SYRIEN EN DATES

15 mars 2011 – 16 mars 2011 Inspirés par la révolution tunisienne, des rassemblements se forment à Damas. La situation s'envenime petit à petit. Des manifestations contre le pouvoir sont violemment réprimées à Damas et Deraa (sud).

30 juillet 2011 Le colonel Riad al-Asaad, déserteur, annonce la création de l'Armée syrienne libre (ASL) pour combattre le régime

8 août 2011 Barack Obama et ses alliés occidentaux appellent le président syrien Bachar Al Assad à partir.

1 mars 2012 L'armée prend le contrôle de Baba Amr, bastion de la rébellion dans la ville de Homs, dans le centre du pays.

28 juillet 2012 L'armée régulière syrienne lance l'assaut sur Alep.

25 avril 2013 Les États-Unis reconnaissent que le régime a probablement utilisé des armes chimiques contre les rebelles.

9 septembre 2013 La Russie appelle Damas à mettre sous contrôle international ses armes chimiques et à les détruire. La Syrie accepte.

14 février 2014 Les négociations intersyriennes à Genève sont interrompues.

15 mars 2014 Trois ans après les premières manifestations, le conflit en Syrie a fait plus de 140.000 morts, plus de neuf millions de réfugiés et de déplacés, plus de 2,2 millions d'enfants sans scolarité et près de 50% des hôpitaux du pays détruits ou endommagés.

21 mai 2015 Daech s'empare de la ville antique de Palmyre et contrôle désormais plus de 95 000 km² en Syrie, soit 50 % du territoire syrien.

Été 2015 En Europe, la crise des migrants fait débat suite à la photo choc du petit Aylan et remet la question du conflit syrien au cœur des préoccupations internationales.

LA QUINZAINE SYRIENNE

L'Association Medina développe des projets au niveau local avec pour ambition d'informer le public des violences, crimes et situations de dénuement que les victimes civiles des conflits subissent. Dans ce cadre, le 15 mars 2016, l'Association Medina va renouveler son festival « La Quinzaine Syrienne ».

Lancé pour la première fois au printemps 2015, cet événement a pour but de commémorer le soulèvement populaire des Syriens, en redonnant voix au peuple syrien. Durant tout le festival, l'association Medina, en partenariat avec l'association Souria Houria, organise différents événements dans la ville de Bourges.

L'ouverture de la prochaine quinzaine syrienne se fera le 15 mars 2016, avec un rassemblement en vue de commémorer les 5 ans du soulèvement populaire syrien. Introduit par un discours qui visera à rappeler le déroulement historique qui a mené à la situation de guerre actuelle, ce rassemblement se poursuivra par un vernissage de photographies d'artistes syriens. Les jours suivants, l'association organisera : une conférence avec un spécialiste du conflit syrien, une après-midi « projection de courts et moyens métrages » d'artistes syriens, un concert porté par Neïssam Jalal (artiste syrienne) et un repas syrien.

La quinzaine syrienne permet ainsi de valoriser la culture syrienne dans toute sa diversité, de promouvoir les savoir-faire syriens et de faire participer les réfugiés syriens de Bourges sur la base du volontariat.

En 2015, nous avons touché plus de 400 personnes, pour 2016 nous espérons toucher davantage de monde !

www.solidarite-medina.org

AYLAN : L'IMAGE CHOC QUI FAIT BOUGER LES LIGNES ?

La photo du corps d'un petit Syrien âgé de trois ans, nommé Aylan Kurdi, mort noyé avec son frère de cinq ans dans le naufrage en Turquie d'une embarcation de migrants a bouleversé l'Europe. Largement reprise dans la presse européenne et plus tardivement par la presse française, l'image qui a fait le tour du monde a amorcé une prise de conscience mais le « refugees welcome » tant proné à la suite de la publication s'éloigne petit à petit..

**GEORGES RONDEAU, PRÉSIDENT DE LA CIMADE 37
ET ADMINISTRATEUR À CENTRAIDER**

Selon vous, la diffusion de l'image choc du petit Aylan, échoué sur une plage, a-t-elle permis de faire bouger les lignes sur les Droits des migrants et réfugiés ?

Parler de cette problématique, c'est remonter aux origines de l'Humanité. La Vie humaine serait d'abord apparue sur le continent africain, depuis il y a toujours eu des mouvements de populations vers d'autres lieux. Parfois volontaires, parfois involontaires. Parmi les migrations volontaires, il y a d'abord le besoin naturel de l'homme d'aller voir ailleurs si le climat, les sols, les plantes sont meilleurs, si la vie y est plus facile et plus agréable.

Il y a aussi, il ne faut pas l'oublier, l'envie d'aller piller les richesses des autres ; le colonialisme étant la figure la plus hideuse de ces migrations, qui a dominé et domine toujours sous des formes variées selon les époques et selon les régions, les régimes, les intérêts en causes.

La situation actuelle au Moyen-Orient est à mes yeux le résultat évident d'une politique de « Gribouille » menée depuis très longtemps, mais surtout depuis la fin de la première guerre mondiale : Démantèlement de l'Empire ottoman, au profit des Anglais et des Français (Irak, Jordanie, Palestine, Liban, Syrie etc...); soutien sans réserve aux monarchies pétrolières rétrogrades; interventions de natures diverses dans toutes ces régions sans mesurer, ni envisager leurs conséquences (l'Afghanistan, étant la première d'une série d'erreurs ininterrompues). Quelqu'un a dit que la boîte de Pandore avait été ouverte.

Il est désolant que les opinions sur ces sujets très graves, n'ont été interloquées, que grâce à une image terrifiante d'un petit enfant mort sur une plage, quelle tristesse... Toutefois les lignes n'ont guère évolué. Les législations n'ont pas été drastiquement modifiées, il y a seulement des effets médiatiques exceptionnels. Rien de fondamental n'est sérieusement envisagé et a fortiori entrepris. Les Valeurs de l'Occident, de la France particulièrement, sont laissées de côté au profit des intérêts égoïstes et purement matérialistes de nos actuelles sociétés. Toutes les politiques de l'Occident et de son bras armé l'OTAN sont à reprendre entièrement dans notre propre intérêt et du monde en général. Là se trouve l'origine de ces migrations involontaires, les peuples qui quittent leurs pays ne le font pas de gaîté de cœur, ce sont les diverses formes de conflits violents qui les conduisent à s'exiler, au travers de difficultés inouïes, et ils sont souvent mal accueillis ou rejetés. Il serait temps que nous méditations sérieusement sur toutes ces situations qui ne se régleront pas par un quelconque miracle.



PHOTO : VINOTH CHANDAR / CC FLICK'R

LA CIMADE

Depuis ses origines en 1939, les missions ont évolué, il a fallu s'adapter aux différents enjeux selon les époques.

- Notre vocation, soutenir celles et ceux qui fuient l'oppression et la misère. Sans aucun préjugé quel qu'il soit.
- Nous intervenons dans certains centres de rétention, pour veiller au respect de la dignité des personnes retenues.
- Nous accompagnons vers l'insertion les personnes en situation régulière. Nous accueillons et soutenons les demandeurs d'asile.
- Nous menons en coopération, avec des associations locales des actions de solidarité internationale.
- Nous témoignons, nous sensibilisons, nous publions, des journaux, des rapports, en faisant part nos indignations. Nous exerçons ainsi une mission de vigilance.
- Nous animons des sessions de formation pour éduquer de nouveaux acteurs de la solidarité internationale, de la solidarité humaine car il n'y a pas d'étranger sur cette Terre.

GEORGES RONDEAU
Président de La Cimade (37)
02.47.66.37.50
www.lacimade.org

SOLIDARITÉ **LOCALE** POUR INTÉGRATION **GLOBALE**

A.G.M.Q.C.

UN ACRONYME PLEIN DE SOLIDARITÉ

L'Association de gestion des maisons de quartier de Châteauroux (AGMQC) situe son action à l'échelle des grands quartiers de la ville que sont St Jean - St Jacques, Beaulieu et Vaugirard – St Christophe. La solidarité, l'entraide, l'égalité, la citoyenneté, la tolérance sont les valeurs animant notre structure. Elle se fixe des objectifs éducatifs et généraux où l'Humain est placé au centre de toutes les attentions : Permettre l'épanouissement de tous (parents/enfants/salariés/partenaires) et une meilleure estime de soi; favoriser l'engagement et l'implication des habitants (jeunes et moins jeunes) et garantir l'accueil de tous afin de lutter contre toutes formes d'exclusion et garantir l'intégrité physique et morale de tous. Tout au long de l'année, nos structures proposent des animations sur l'accompagnement de projets auprès des habitants de Châteauroux. Cet accompagnement s'inscrit dans la recherche de lien social et du mieux vivre ensemble. Les maisons de quartiers sont des lieux d'accueil libre pour donner à chacun la possibilité de s'exprimer et/ou d'agir. Qu'on y vienne pour passer un moment, échanger autour d'un café ou chercher de l'aide dans les démarches de la vie quotidienne, tous les professionnels sont mobilisés pour répondre aux habitants et faire que chacun y trouve le soutien recherché. Le travail de terrain a permis de mobiliser un groupe multiculturel de nationalités diverses et multi-générationnel... L'Espace Soleil du Monde permet à tous, notamment aux femmes ayant eu un passé difficile, de retrouver confiance en leur permettant de prendre des initiatives avec le groupe pour l'organisation des animations.

NATHALIE MOREAU
Secrétaire Générale de l'AGMQC
nathalie.moreau.agmqc@gmail.com

LA PLATEFORME ÉNERGIES JEUNES SOLIDAIRES (P.E.J.S)

La Résidence pour Jeunes Travailleurs (RJT) Thuringe à Chartres a fondé son identité autour de l'édification de programmes d'Education à la Solidarité Internationale des 16/25 ans. Depuis 2001, 80 jeunes bénévoles résidents se sont succédés par petits groupes, au Sénégal, dans le village de Foumihara Demboubé pour construire poste de santé, logement de fonction, école, bibliothèque mais aussi pour coordonner la coopérative féminine, organiser les jardins familiaux ou encore planifier la gestion des déchets. A partir de 2010, la R.J.T a observé un accroissement notable du nombre de résidents dont les ressources sont devenues insuffisantes à cause d'une réduction considérable du nombre de contrats de travail. Ces freins supplémentaires sont venus s'ajouter à des contraintes sociales déjà présentes dans les parcours des jeunes, qu'elles soient éducatives, familiales, médicales, judiciaires ou autres pour ce public fragilisé. Les résultats positifs obtenus depuis 2001 ont encouragé l'association à redimensionner, en 2011, ce dispositif solidaire, avec l'aide de la Région Centre Val-de-Loire dans le cadre de l'appel à projet

« Innovation Sociale ». Un second site d'intervention a été ouvert en 2012, à Voroshylyvka, dans la région de Vynnytsia (Ukraine) où 10 jeunes bénévoles se sont déjà rendus quatre années consécutives et dernièrement en 2015, pour construire des poulaillers en faveur des familles les plus pauvres du village. En 2012 également, l'association a ouvert un troisième pôle : la « Pépinière Citoyenne », destinée à promouvoir l'engagement citoyen en France en responsabilisant les jeunes au sein d'associations caritatives ou chantiers solidaires de restauration du patrimoine associatif.

La Plateforme Energies Jeunes Solidaires (PEJS) permet de lutter concrètement contre la disqualification professionnelle, l'immédiateté et la pauvreté, en s'appuyant sur le bénévolat contractualisé et valorisé, légitime le maintien du jeune dans son logement tout en levant les freins sociaux, crée et maintient le lien social par le biais d'une activité originale et valorisante.

CATHERINE PHILIPPE
Résidence pour jeunes
travailleurs Elisabeth de Turinge
fjt.chartres@hotmail.fr



PHOTO : A.G.M.Q.C.

MULTIRYTHMES : UNE FÊTE DE QUARTIER INTER-CULTURELLE

Multirhythmes, c'est une fête réalisée par les habitants et les associations de Châteauroux avec le soutien des équipements de quartier et de la Ville, depuis maintenant 28 ans. « Ce festival permet de valoriser toutes les richesses culturelles. Il tourne autour de plusieurs thématiques et sa réussite tient à l'implication des habitants qui répondent présents quand on leur demande d'être là pour valoriser leur quartier. Multirhythmes, ça ne se décrit pas, ça se vit »

Construire sa démarche d'ECSt : quelques pré-requis

Source : Guide pédagogique « Mener des actions de sensibilisation grâce à l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale (EAD-SI) par l'association RECIDIV et labellisé par le réseau RITIMO.

**Informez,
Comprenez,
Agissez**
Quelques fondamentaux
pour garantir le **succès**
de votre démarche

1

**DÉFINIR SES
OBJECTIFS**

2

- Quelle est la finalité recherchée de votre action de sensibilisation en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-être ?
- Informer sur un thème ou une problématique : quels types de savoirs souhaitez-vous transmettre ? Le thème est-il pertinent au regard de votre territoire et de votre public ?
- Sensibiliser sur un thème ou une problématique : la pédagogie et les outils sont-ils adaptés ?
- Faire prendre conscience : comment permettre aux personnes sensibilisées de s'approprier le sujet et de réaliser une action de manière concrète ?
- Inciter à des évolutions de comportements : quelles sont les solutions/alternatives aux problèmes soulevés ?
- Susciter des engagements : quelles sont les différentes formes d'engagement possibles pour aller plus loin ?

3

**ADAPTER SON
MESSAGE**

L'ECSt s'adresse à tous ! Les messages, animations et outils doivent naturellement s'adapter aux centres d'intérêt et à l'état de réflexion de chaque public.

4

**PUBLIC
ADOLESCENT**

Âge marqué par le défi et la quête de personnalité, l'adolescent a besoin

**PUBLIC
ADULTE**

P u b l i c hétérogène par excellence, dont les opinions sont parfois déjà très tranchées,

PUBLIC ENFANT

Chez les 5-8 ans, un âge dépourvu de préjugés ou presque, l'objectif est de faire prendre conscience des réalités quotidiennes

**APPLIQUER UNE
PÉDAGOGIE ACTIVE
(FAIRE PARTICIPER
L'APPRENANT À SON**

d'être acteur « tout de suite », de se confronter à la réalité, de partir du concret pour se mettre en valeur, se sentir utile, le tout dans un environnement convivial et festif.

Laisser s'exprimer son esprit critique et revendicateur en quête de justice en le responsabilisant afin de susciter son engagement.

« **BRISE-GLACE** » :
détendre l'atmosphère,
se mettre à l'aise, initier un
sentiment d'appartenance au
groupe.

Partir de **REPRÉSENTATIONS** :
l'occasion de laisser les participants
s'exprimer librement sans les juger,
d'adapter votre animation et
de pouvoir évaluer en fin de
séance l'évolution de leurs
représentations.

il convient d'adapter son message selon que l'on s'adresse à un « public convaincu » en quête d'un approfondissement de la réflexion ou à un « public à convaincre » où l'accroche primordiale pour que la personne soit réceptive.

PUBLIC

ENFANT

Chez les 8-11 ans, le jeu, toujours présent, s'intègre dans une dimension plus vaste : l'enfant assimile des valeurs qui contribuent à l'élaboration de sa personnalité. C'est l'âge où la différence doit être appréhendée comme une richesse plutôt qu'un obstacle entre les peuples.

7

S'APPUYER SUR DES OUTILS

De nombreux outils pédagogiques sont disponibles sur comprendrepouragir.org

LUDIQUES qui permettent d'aborder des thèmes complexes sans complexes.

DIVERSIFIÉS qui permettent de sensibiliser sans ennuyer, avec créativité et enrichissement.

PARTICIPATIFS qui permettent à chacun de s'exprimer, de faire part des représentations des participants, de leurs idées et d'être acteur de l'action et de la réflexion.

RÉFLEXIFS qui permettent de réfléchir de façon individuelle et collective sur un thème, d'aiguiser son esprit critique. L'individu est sollicité pour trouver ses propres réponses.

CONCRETS qui permettent d'expérimenter de façon concrète les enjeux, les concepts, les causes... de pouvoir se les imaginer avant tout concrètement et non théoriquement. Rendre accessibles le lointain, l'abstrait !

11

EVALUER LES IMPACTS DE SON ACTION

13

Initier des **ÉCHANGES**, réfléchir collectivement, argumenter : car les idées, les connaissances, les solutions ne peuvent venir d'une seule personne !

Apport **INFORMATIF** : car sans être informé, l'individu ne peut construire son opinion et disposer d'éléments nécessaires pour forger son esprit critique.

Recherche commune de **SOLUTIONS** : les propositions de solutions adaptées doivent venir des participants, sinon elles risquent d'être déconnectées de leur situation personnelle et peuvent les faire culpabiliser.

ÉVALUATIONS : car connaître le ressenti des personnes ayant échangé sur des thèmes souvent complexes, pas toujours réjouissants, voire tabous, sans déceler les quiproquos, les incompréhensions, voire le pessimisme suscités, serait fort dommage, voire dommageable !

10

ADOPTER UNE POSTURE D'ANIMATEUR

- Maîtriser son sujet : être informé/formé sur la thématique, la pédagogie à adopter et les outils utilisés,
- Susciter le questionnement, la prise de conscience les échanges et réflexions, la participation... et surtout identifier des solutions pour se projeter dans l'action !
- Permettre à chacun de s'exprimer sans être jugé et valorisant les interventions et en permettant au arguments contraires de s'exprimer,
- Donner du rythme à la rencontre,
- Rester à l'écoute,
- Préférer s'effacer pour laisser le groupe venir au bout de sa propre réflexion plutôt que de donner son point de vue au risque d'influencer unilatéralement la réflexion.

12

Etape primordiale, l'évaluation permet de mesurer l'évolution entre résultats escomptés et obtenus, et ainsi de prendre de la hauteur sur la qualité de son travail en vue de l'améliorer.

- QUAND ? Avant, pendant et après le projet : il s'agit d'allers-retours constants dans son questionnement.
- POUR QUI ? Pour les porteurs du projet, les partenaires actuels et futurs, les bénéficiaires...
- QUOI ? Les finalités (vers quoi agissons-nous ?), les intentions pédagogiques (quels résultats visons-nous ?) et les objectifs pédagogiques (comment souhaitons-nous y parvenir ?).
- COMMENT ? Définition de critères (quels sont les aspects que nous souhaitons analyser ?) et d'indicateurs (mesures concrètes pour chaque critère sélectionné).

L'ÉCOLE INCUBATEUR DE CITOYENNETÉ ET DE SOLIDARITÉ



TÉMOIGNAGE D'ALAIN PAYEN, ADMINISTRATEUR À CENTRAIDER

LES RÔLES DE L'EDUCATION NATIONALE DANS LA SENSIBILISATION SUR LES QUESTIONS DE MIGRATION

Notre espace médiatique et politique s'empare de mots qui pendant quelques jours, quelques semaines deviennent omniprésents et effacent d'autres mots qui, les semaines précédentes, semblaient devoir être centraux et à jamais au cœur de l'actualité. Ainsi, la population est inondée d'informations, d'images, de propos en vrac, contradictoires, sans nuances, tous posés comme des vérités et avec un certain plaisir à mettre en avant le sensationnel, le larmoyant, les émotions faciles, le révoltant. Les idées se forgent sur un imbroglio de faits et de données torrentiels et bien sûr donnent au populisme la part belle à l'imprégnation des consciences.

La migration de populations vers l'Europe et la France est une réalité depuis des décennies avec des pics en fonction de crises politiques, de guerres, de phénomènes climatiques et démographiques, des besoins économiques, etc.

Rien de nouveau !

Mais une surmédiatisation liée à un phénomène certes aigu mais annoncé, pour ceux qui s'y intéressaient mais n'étaient pas entendus, sous le titre imprécis des « réfugiés envahissant l'Europe » est propre à inquiéter ici, à apeurer là et à ouvrir ses portes ailleurs...

Comment notre jeunesse peut-elle comprendre le sens de ce qui se passe ? Comment lui donner les outils de compréhension qui lui permettra de prendre de la distance dans tout ce déferlement médiatique et politique et de se faire une opinion ? La réponse est bien sûr par un dialogue familial sur ces sujets mais c'est aussi à l'Ecole de lui donner les connaissances et les compétences pour positionner le sujet dans notre histoire, lui donner des connaissances sur la géographie du monde, lui faire aborder ce sujet non pas comme une menace mais comme un phénomène à étudier, à comprendre le sens avant d'en proposer des solutions, des perspectives et de faire des choix de ce qui lui paraîtra bon pour elle, pour son avenir.

Pour répondre à cette problématique, l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) donne aux enseignants, toutes disciplines confondues, la possibilité, aux travers des programmes, d'aborder la nécessaire prise de conscience chez les jeunes de ce que signifient les mots « migrants », « réfugiés politiques, économiques, climatiques », afin, déjà, de clarifier les sujets auxquels renvoient ces mots qui sont tous l'expression de phénomènes différents et bien de phénomènes mais pas forcément de « problèmes »... Ainsi, l'enseignant sortira de la gangue médiatique des éléments pertinents et vérifiés sur lesquels il posera ses interventions et fera travailler les élèves. Le sujet sera cadré, éloigné d'opinions préconstruites par des sondages ou des micros-trottoirs orientés.

L'ECSI permet une grande liberté pédagogique pour répondre à ces questionnements et à titre d'exemple, le Collège Jean Renoir à Bourges dans le cadre des actions du Comité d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité (CESC) a depuis 2004 mis en place plus de 30 actions annuelles dont l'objet est de sensibiliser, d'informer, de faire rencontrer des acteurs locaux, de développer l'esprit critique, de donner goût à l'engagement dans tous les domaines de la citoyenneté.

Comment expliquer, avec une neutralité respectueuse des fondements de la laïcité, le conflit israélo-palestinien ou syriens à des adolescents de 14 ans ? Comment donner des outils de compréhension sur ce flux migratoire exponentiel vers l'Europe, comment analyser que pourtant tous européens, c'est en ordre dispersé que chaque pays répond à cet afflux d'enfants, de parents ?

L'ECSI est le cadre où ce type de réponse est rendu possible. Ainsi entre octobre 2014 et juin 2015, dans ce même collège, enseignants, animateurs de la Ligue de l'enseignement et de l'association Médina de Bourges, ont fait équipe sur le thème « Être un enfant en temps de guerre ». Ils ont proposé à des élèves de 4ème un travail pluriel sur le sens du mot « Paix », sur l'histoire de Sarah, une jeune juive de 14 ans durant la guerre 39/45 et sur la vie des enfants de la bande de Gaza. Ce travail, cette mise en parallèle de destins différents mais commun par le poids de leur environnement en guerre, a conduit les élèves à visiter le Mémorial de la Paix à Caen, à tenter en vain de correspondre par Skype avec des enfants de Gaza, faute d'électricité après la destruction partielle d'une maison d'enfants avec qui ils avaient un contact, de développer un projet solidaire par une olympiade de la Paix au collège à laquelle plus de 100 de leurs camarades ont participé sur la base du volontariat et ont fait un don pour une école à Gaza.

"DANS LA VIE IL N'Y A RIEN À CRAINDRE MAIS TOUT À COMPRENDRE" MARIE CURIE

De ce travail, il est apparu que les jeunes n'entrent pas dans des questions partisans mais se centrent sur la dimension humaine des conséquences de ces conflits. Ils développent des réflexions globales et surtout mesurent la nécessité du dialogue, de la rencontre avec l'autre, de la médiation et de la négociation. Ils ont constaté que l'absence de volonté à résoudre un conflit rend compliqué la recherche de solutions. Ils ont découvert qu'un conflit n'est jamais une fatalité mais la prise en otage d'innocents qui dans d'autres circonstances partageraient les mêmes jeux, les mêmes envies.

Pour ces jeunes, la migration massive actuelle ne peut plus être à leurs yeux un fait mais une conséquence. Leur appréhension de la venue de ces enfants et familles sur les routes d'Europe ne peut plus être ce qu'elle pose comme question ici pour les accueillir mais la compréhension du « pourquoi » ils sont sur les routes. Assurément, ce regard sur la cause rend le cœur plus ouvert aux effets et met les valeurs humaines au-dessus des contingences égoïstes, étroites et de la peur de l'autre.

Par cet exemple, l'ECSI montre la force d'action qu'elle donne à l'Ecole pour élever le jeune vers une citoyenneté responsable et éclairée.

ALAIN PAYEN

Principal du collège Jean Renoir (2004 - 2015),
administrateur à CENTRAIDER référent de la
commission « Éducation & formation »
payen.alain04@gmail.com

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE : UNE LONGUE HISTOIRE

La Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt est une représentation déconcentrée du Ministère de l'Agriculture. LA DRAAF Centre anime un réseau de personnels des établissements de formation agricole impliqués dans des projets de solidarité et de coopération internationale et d'ECSI.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EST L'UNE DES CINQ MISSIONS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Cette mission répond aux attentes de la société et trouve sa source dans le code rural au côté des autres missions de l'enseignement agricole.

Elle s'inscrit dans les politiques du ministère en charge de l'Agriculture qui confie aux établissements d'enseignement agricole le soin de développer durablement les échanges avec leurs partenaires internationaux.

La plus grande ouverture géographique est de mise pour l'enseignement agricole, qui échange et coopère sous des formes diverses avec près d'une centaine de pays : en priorité avec les pays de l'Union Européenne élargie et avec les pays "en voie de développement" ceci sans exclure les pays industrialisés hors Europe.

Depuis de nombreuses années, l'enseignement agricole a construit des liens durables avec ses partenaires.

Ses actions font appel aux compétences de tous, établissements, administrations, entreprises, associations, organisations professionnelles et collectivités territoriales, aussi bien en France que dans les pays partenaires.

Elles donnent priorité à la réciprocité, pour un développement durable en France et dans les pays partenaires et tout apprenant devrait pouvoir faire au moins une mobilité à l'étranger au cours de sa formation.

En effet, être confronté à une autre culture constitue un incontestable enrichissement, tant du point de vue humain, que des points de vue professionnel, culturel et linguistique. Il en est de même pour les enseignants et pour l'ensemble du personnel, pour qui échanges et mobilités sont également encouragés.

POURQUOI FAIRE DE LA « COOP INTER » ?

Contribuer à l'exercice de la citoyenneté, à l'ouverture inter-culturelle, aux développements personnel et professionnel par la mobilité des élèves, former des professionnels ouverts aux enjeux internationaux, contribuer à la dynamique de l'espace européen éducatif, valoriser le potentiel français d'expertise à l'international, participer à des projets multipartenaires ancrés dans les dynamiques territoriales sont les objectifs qui motivent l'intégration de la solidarité internationale au sein des programmes de l'enseignement agricole.

Tous les publics de l'enseignement agricole sont concernés par la coopération internationale, des apprenants du CAPA au BTS ainsi que les professionnels de la communauté éducative (les enseignants, les professionnels,...)

COMMENT FAIRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ?

Plusieurs actions concrètes sont menées toute l'année par la communauté éducative comme participer activement aux programmes européens, développer des activités de mobilité, dans une perspective de réciprocité avec les partenaires étrangers, assurer la promotion de l'éducation au développement, répondre aux appels d'offre internationaux permettant l'échange de savoirs technologiques et pédagogiques ou encore mettre en place des formations à destination des personnels souhaitant réaliser des actions de coopération internationale.

WWW

Pour en savoir plus sur
consultez le site
draaf.centre.agriculture.gouv.fr



PHOTO : CENTRAIDER



FOCUS SUR LES MAISONS FAMILIALES RURALES

PHOTO : MFR

Une Maison Familiale Rurale (MFR) est un établissement de formation professionnelle privé sous contrat avec l'État ou sous convention avec les Conseils régionaux. Les 10 MFR d'Indre-et-Loire (19 en région Centre-Val de Loire) accueillent des élèves, apprentis ou stagiaires dans différentes formations de la 4^{ème} au BTS.

Reconnues grâce à leur particularité pédagogique, qui associe la formation par alternance et la pédagogie de projet, il ne faut pas oublier la spécificité des MFR : la gouvernance associative. A partir de ces réalités, les MFR ont développé un système d'alternance entre « l'école », l'entreprise et la famille qui sont des lieux de transmission des connaissances mais aussi de l'apprentissage de la citoyenneté et du partage de valeurs.

Début 2015, un partenariat avec l'ONG « Action Contre la Faim » (ACF) a permis de comprendre les enjeux alimentaires en Afrique et par écho en France. Ainsi plus de 600 jeunes ont participé à la course contre la faim et ont recueilli 6 500 euros de dons. Il s'agissait de permettre aux adolescents l'acquisition d'un regard conscient et critique de l'inégale répartition des richesses dans le monde et de renforcer leur capacité à se mobiliser dans des actions collectives de solidarité.

Au-delà de la recherche de parrains pour financer les 1 500 kms de course, il était important de comprendre en amont, des interactions entre les continents (alimentaire, culturel, commerciaux...) et en aval des actions comme des :

- Conférences, débats, témoignages : président du jumelage Rivière-Ouéguédo au Burkina Faso et des membres du Mécénat chirurgie cardiaque, qui aident des enfants malades à venir se faire opérer en France.
- Ateliers culturels : conteur africain, association FAGORA de Montlouis (atelier danse et musique), repas burkinabé.

Dans le cadre de modules pédagogiques, des jeunes par groupe de 3 à 5 mènent un projet à vocation solidaire. C'est l'occasion de participer à des activités avec l'association

“ PUISQUE LES FAMILLES PARTICIPENT AU PROJET DE LA MFR (ASSOCIATION), ELLES SONT DIRECTEMENT IMPLIQUÉES DANS LES PROJETS DES JEUNES DONT LES ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.”

Emmaüs ou encore de rencontrer et soutenir l'association Kélina pour le Bénin...

On peut également citer une action de conception et de construction d'un semoir tracté par des bœufs pour le Mali avec l'association Agriculteurs français et Développement International et le Centre de Formation Agricole des MFR de Sorigny. Les jeunes de cette MFR sont allés quinze jours au Mali pour former des artisans à construire sur place cet outil. Les MFR sont en relation avec plus de 40 pays dans le monde. Les MFR d'Indre-et-Loire effectuent à ce jour des échanges avec le Canada (Manitoba et Québec). Depuis octobre 2015, ils ont engagé un partenariat avec la Mauritanie afin d'élargir les échanges avec nos jeunes et administrateurs avec un pays du sud.

Puisque les familles participent au projet de la MFR (association), elles sont directement impliquées dans les projets des jeunes dont les actions de solidarité internationale. Leurs enfants les sollicitent et œuvrent ainsi à mieux cerner cette formation qui donnent du sens aux apprentissages académiques.

ANDRÉ PLANCHENAUT
Directeur, Fédération Départementale des MFR
de Touraine
andre.planchenault@mfr.asso.fr

LES TANDEMS SOLIDAIRES : A LA CROISÉE DES MONDES

Le CERCOOP F-C (Centre de ressources pour la coopération décentralisée en Franche-Comté), réseau régional multi acteurs (RRMA), a lancé l'initiative des Tandems Solidaires en 2003. Le but ? Mettre en lien le monde de l'Education avec le monde associatif autour d'un projet de solidarité internationale.

Notre société française s'interroge sur son « identité ». Elle souffre de la crise économique, elle est interpellée par la crise migratoire qui, chaque jour davantage, implique des femmes, des enfants, des hommes en demande d'aide alors qu'ils fuient un pays en proie aux conflits armés, à la pénurie alimentaire et malheureusement de plus en plus aux dérèglements climatiques. Aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte de repli sur soi et d'incompréhension de l'autre, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale a un rôle fondamental à jouer. Depuis 13 ans, la Franche-Comté agit dans ce sens à travers la mise en place de l'opération des Tandems solidaires à destination des jeunes notamment des collégien-ne-s.

Les Tandems solidaires sont une initiative franc-comtoise. Ils sont le fruit d'une réflexion menée dans les années 2000 et d'un véritable engagement de plusieurs acteurs œuvrant en région et à l'international tels que le Rectorat de l'académie de Besançon, le CERCOOP Franche-Comté et le Conseil départemental du Doubs.

Chaque année depuis 2003, les Tandems solidaires permettent à une classe de collégien-ne-s ou un groupe d'élèves et à une association qui travaille dans les domaines de la solidarité internationale et du développement durable de vivre des moments de partage et de construire ensemble un projet pédagogique autour d'une thématique liée au développement durable, à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Le projet est élaboré de manière concertée entre les associations, les jeunes et les équipes pédagogiques de l'établissement scolaire. Concrètement, les associations suivent une classe ou un groupe d'élèves d'un collège en lui proposant un thème de réflexion à partir de leur action menée sur le terrain. Les projets sont variés et concernent le développement durable, l'interculturel, l'éducation, l'accès à des besoins de base tels la santé ou l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Ce dispositif se veut « pluri-acteurs » et transversal. Il implique à la fois le monde associatif (petites et moyennes ONG, associations), le monde éducatif (le Rectorat) et les collectivités locales (Département du Doubs, Département du Jura et Département du Territoire de Belfort). Les Tandems solidaires mobilisent également plusieurs enseignants et acteurs éducatifs avec une approche transversale des thématiques abordées dans les projets pédagogiques. De même, ils relèvent le défi de réunir autour de valeurs communes et partagées différents acteurs de la vie locale.

Acteur de ce dispositif dès son origine, le CERCOOP F-C en assure l'animation en lien avec le Rectorat et les collectivités

“ CE DISPOSITIF SE VEUT « PLURI-ACTEURS » ET TRANSVERSAL. IL IMPLIQUE À LA FOIS LE MONDE ASSOCIATIF, LE MONDE ÉDUCATIF ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES ”

partenaires. Son objectif étant d'améliorer la qualité des actions de coopération et de solidarité internationale menées par les acteurs franc-comtois, il lui semble essentiel de jouer le rôle d'interface entre les collectivités, le Rectorat et les associations. En tant que « facilitateur », il permet ainsi une meilleure coordination des Tandems solidaires, propose des formations relatives à la construction d'un Tandem et est le garant de la communication et de la valorisation des projets réalisés. Dans ce cadre, le CERCOOP F-C organise, chaque année, des temps forts à destination du grand public pour une mise en lumière du dispositif - notamment dans le cadre de la Semaine de solidarité internationale en Franche-Comté. Pour Mme Laure Giron, enseignante au lycée professionnel d'Audincourt mise à disposition par le Rectorat de l'académie de Besançon depuis 2013 auprès du CERCOOP F-C pour la coordination du dispositif en Franche-Comté : « L'École peut et doit avoir une place centrale dans les processus d'éducation au développement et à la solidarité internationale ».

L'une des plus-values des Tandems solidaires est qu'il permet à une association de faire découvrir son expérience d'actions de solidarité internationale et de développement durable à un public scolaire dans la durée. Le témoignage d'une association - qui est allée sur le terrain et qui est en lien régulier avec une association locale - a bien souvent une valeur inestimable, bien plus percutant et proche de la réalité que les informations véhiculées par les médias. Le dispositif amène également le jeune à s'interroger et à poser davantage un regard critique concernant la coopération au développement.

Les Tandems solidaires ont d'abord été appliqués dans le Département du Doubs. Rapidement, le dispositif s'est développé dans les Départements du Territoire de Belfort



et du Jura. Aujourd'hui, les Tandems solidaires ont un réel « effet démultiplicateur », même au-delà de la Franche-Comté.

Ces dernières années, notamment les régions Bourgogne et Midi-Pyrénées se sont lancées dans leur mise en oeuvre et ils ont également inspiré d'autres dispositifs tels que le concours «Tandems Étoiles Solidaires» en Aquitaine. La formule des Tandems solidaires peut être adaptée avec toujours comme objectifs : contribuer à l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale, amener les jeunes à agir dans et en dehors de l'École pour devenir des citoyens responsables et solidaires. Les élèves de la classe du Collège Mont-Miroir à Maîche (25) en témoignent : « Nous, on n'est pas grand-chose, mais à plusieurs, on peut faire que ça aille mieux pour les autres ! ». Nous sommes sur la bonne voie...



PHOTO : CERCOOP F-C

à gauche : Production de Leena Lieben élève du Collège Camus (Tandem solidaire 2012-2013) avec l'association Amnesty International



Le CERCOOP F-C (Centre de ressources pour la coopération décentralisée en Franche-Comté) est un réseau régional multi acteurs (RRMA) qui soutient, développe et anime la coopération internationale et la solidarité en Franche-Comté. Il vise à améliorer la qualité des projets des acteurs franc-comtois qui œuvrent dans la coopération et la solidarité internationale.

Ses missions principales sont de :

- Recenser les acteurs francs-comtois de la coopération et de la solidarité internationale et leurs actions ; identifier un réseau de personnes ressources susceptibles de les appuyer;
- Développer à la fois des activités de coopération et la capacité des différents porteurs de projets via l'information, l'organisation de formations et la sensibilisation;
- Accompagner les porteurs de projets (collectivités locales, associations, établissements scolaires et universitaires...) dans le montage de leurs dossiers, la recherche de leurs financements et de leurs partenaires et éventuellement la mise en œuvre des actions;
- Mutualiser les pratiques par l'organisation de rencontres ou de réunions entre les différents acteurs, en vue de favoriser les échanges et de promouvoir des projets concertés et une coopération de territoire à territoire.



Aquitaine (2008) : CAP COOPÉRATION - www.capcooperation.org

Auvergne (2001) : CERAPCOOP - www.cerapcoop.org

Basse Normandie (1994) : HORIZONS SOLIDAIRES
www.horizons-solidaires.org

Bourgogne (2012) : BOURGOGNE COOPÉRATION
www.bourgognecooperation.org

Centre (2000) : CENTRAIDER - www.centraider.org

Franche-Comté (1997) : CERCOOP F-C - www.cercoop.org

Lorraine (2014) : MULTICOOLOR - www.multicolor.org

Midi-Pyrénées (2012) : MIDI-PYRÉNÉES COOPDEV' - www.mpcoopdev.org

Nord-Pas-de-Calais (1999) : LIANES COOPÉRATION
www.lianescoperation.org

Poitou-Charentes (2014) : RESODI - www.resodi.fr

Provence Alpes Côte d'Azur (2012) : TERRITOIRES SOLIDAIRES
www.territoires-solidaires.com

Rhône-Alpes (1994) : RESACOOP - www.resacoop.org

FLORENCE KOHTZ

Chargée de développement, CERCOOP F-C
florence.kohtz@cercoop.org

L'ECSI EST AUSSI LÀ OÙ ON NE L'ATTEND PAS...

TÉMOIGNAGE D'ÉRIC SAMSOM, GRAINE CENTRE

DÉPÊCHONS-NOUS DE PRENDRE NOTRE TEMPS...

Il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées pour avoir de bons comportements. Si informer sur la nature et l'environnement est important, cela n'est pas suffisant, c'est pourquoi la finalité de l'éducation à l'environnement est l'émergence de citoyens responsables, respectueux de la vie et des Hommes, capables de participer à l'action et à la décision collective. La citoyenneté doit donc faire totalement partie intégrante de cette éducation qui prend et doit prendre du temps. C'est ainsi qu'elle sera efficace. En éducation à l'environnement les valeurs de responsabilité, de solidarité, ou encore d'autonomie reviennent très souvent. Le mot « engagement », quant à lui, semble plus récent et laisse entendre comme un sentiment d'urgence de l'action face à une éducation qui doit s'ancrer dans le temps.

DE L'ENGAGEMENT PERSONNEL À LA FORCE DU COLLECTIF

Il est possible de s'engager à titre individuel pour changer soi-même avant de penser à changer le monde. On adhère à une association, on milite, on défend une cause. De nombreuses associations de protection et d'éducation à l'environnement peuvent permettre cette forme d'engagement. La volonté individuelle participe alors à la société civile, force politique et citoyenne de notre société. L'engagement peut également être collectif. On participe au changement, avec les autres, en solidarité. « Je n'attends pas, j'agis ». Nous ne sommes plus engagés par nos idées, ou par nos sentiments, mais par nos conduites effectives. Dans cette optique, le *GRAINE Centre* développe depuis quelques années une méthodologie expérimentale afin d'accompagner des communes désireuses d'entrer dans une démarche de développement durable. Aux

côtés de plusieurs de ses structures adhérentes, et de communes volontaires, le Réseau pour l'éducation à l'environnement de la région Centre – Val de Loire encourage des commerçants, des parents et des familles à se mobiliser pour être acteurs de leur environnement. Dans cette méthodologie, les habitants sont au cœur de la démarche, le groupe évolue et fluctue selon les envies et projets qui émergent et des actions concrètes et participatives voient le jour telle la création d'un jardin partagé, le nettoyage du lavoir communal ou un recensement de chauve-souris. Ce qui reste transversal à tous les projets, c'est la convivialité, la mutualisation des besoins, le partage et l'échange entre les participants.

Ainsi agir pour l'environnement, chacun peut le faire à son niveau, selon son envie, ses motivations et son temps. Chacun peut aussi se faire accompagner en trouvant l'appui d'une structure associative qui pourra alors lui fournir des outils

TU PEUX LE FAIRE !

pédagogiques ou le guider dans des démarches. L'enseignant peut faire sortir ses élèves simplement en les emmenant dehors, sans pour autant partir dans des projets coûteux. L'animateur du centre de loisirs peut initier des réflexions en travaillant dans le cadre de Temps d'Activités Périscolaires sur de petites activités et emmener les enfants à la découverte de la nature. Chacun peut être acteur de cette réflexion. Ne confondons pas avec le simple fait d'informer sur les bons gestes à adopter. Le travail éducatif et pédagogique prend ici tout son sens.



PHOTO : GRAINE CENTRE

GRAINE CENTRE (41)

info@grainecentre.org

www.grainecentre.org

LA PRATIQUE ARTISITIQUE : UNE ALTERNATIVE D'ENGAGEMENT

LA COMPAGNIE OPHÉLIE

La *Compagnie Ophélie*, troupe de théâtre tourangelles, propose des activités de formations ayant pour but le développement du potentiel créatif d'hommes et de femmes de tout âge et origine sociale ou culturelle. Elle crée des spectacles tels que « T'as vu comment il est... » ou « Le Temps du

Départ » et sensibilise à des questions de société pour faire évoluer les mentalités autour de sujets souvent tabous comme le handicap, l'acceptation de la différence, la fin de vie, la perte de l'autonomie et bientôt l'autisme. La compagnie propose des représentations suivies de débats afin de faire naître la parole et la réflexion. Ce changement de regard sur la différence aide collégiens, lycéens et étudiants dans l'exercice

de leur citoyenneté. Ce qui ressort de ces spectacles, ce sont l'humanité et la solidarité qui peuvent naître de situations en apparence délicates. Une solidarité que la compagnie favorise également au sein de ses stages et ateliers ainsi que dans son groupe d'improvisations, discipline où des comédiens-conteurs inventent collectivement des histoires à partir de thèmes donnés par le public. En dehors de tout esprit de compétition, ils travaillent à construire ensemble une synergie bénéfique pour tous.

compagnie.ophelie.free.fr

« POURQUOI ET COMMENT SENSIBILISEZ-VOUS LES JEUNES À L'INTERCULTUREL AVANT UN SÉJOUR À L'ÉTRANGER ? ».

TÉMOIGNAGE DE **DELPHINE LÉGER**,
CEMÉA CENTRE

Les séjours à l'étranger doivent continuer à être de véritables leviers de transformation de la personne et acteurs de transformation sociale. Ces espaces éducatifs doivent représenter des tremplins de découvertes à d'autres milieux et repères, de sensibilisation à d'autres langues et façons de penser, d'apprentissages à voyager, à rencontrer l'autre et soi-même, et sont autant de situations d'abord multiculturelles que l'enjeu est de rendre interculturelles. Ils ne peuvent prendre forme aujourd'hui sans intégrer les questions de préparation au départ, à l'accueil, à la rencontre interculturelle, de travail sur les représentations et de sensibilisation à la langue. Partir, accueillir, rencontrer, ça s'apprend ! Avant un séjour, un chantier ou une rencontre internationale, il est essentiel de partir des représentations des personnes et de préparer la rencontre qui, si elle n'est pas accompagnée, peut provoquer un renforcement des préjugés et un repli sur soi.

Cela repose sur plusieurs aspects :

- Le temps pour se préparer à découvrir un nouveau territoire et une autre langue : il s'agit de trouver le juste milieu entre le désir de sécuriser et la crainte de susciter ou de renforcer des images préconçues, par la lecture, la recherche d'éléments sur le pays autour de thèmes tels que la jeunesse, l'histoire, le loisir, l'éducation, par des témoignages d'autres jeunes, de l'écoute musicale, des images, de l'échange par mail avec d'autres jeunes quand c'est possible. La sensibilisation à la langue de l'autre est aussi essentielle, en jouant avec les mots, en regardant des journaux locaux, en récupérant un petit guide de conversation incluant un vocabulaire sur la vie quotidienne ou en constituant un petit carnet de survie avec le vocabulaire de tous les jours à enrichir ensuite.

- Le temps pour se préparer à la situation de rencontre, à la situation interculturelle et pouvoir accompagner les jeunes dans cette rencontre de l'autre : en utilisant des outils pour repenser à des situations similaires (car l'approche interculturelle est un processus qui s'inscrit donc dans le temps et se fonde sur un aller-retour entre les expériences personnelles et l'analyse de celles-ci), imaginer les différentes étapes, imaginer l'autre dans la situation d'accueil pour préparer les jeunes à découvrir, à observer, à poser des questions sur le contexte culturel de l'autre pays. Des démarches permettant de prendre conscience qu'on interprète souvent ce que l'on perçoit à travers le filtre de sa propre expérience et de ses propres repères culturels.

Ces principes d'éducation nouvelle continuent de guider notre action dans les séjours à l'étranger et dans leur préparation.

“ PARTIR, ACCUEILLIR, RENCONTRER, ÇA S'APPREND ! ”

www.cemeacentre.org



PHOTO : CEMÉA

LA COMPAGNIE LE CHIENDENT

La *Cie Le Chiendent* oeuvre dans le domaine du spectacle vivant et des arts visuels. Sa spécificité est d'être transdisciplinaire (danse, musiques, images) et de travailler sur une complémentarité de la création et des actions artistiques associées vers les publics scolaires, associatifs et amateurs. Il s'agit d'apporter la dimension du sensible, de favoriser l'expressivité des publics et d'innover en créant des outils de sensibilisation à dominante artistique comme la réalisation de portraits vidéos, d'ateliers autour du corps et de la danse et d'ateliers de détournement d'objets et de composition sonore. Un partenariat transversal et atypique a vu le jour en 2013 entre la

Cie Le Chiendent et des enseignants, des lycéens agricoles, le CCFD-Terre Solidaire et AREDS-India, grâce aux relais et au soutien de la Direction de la Coopération Internationale de la Région Centre – Val de Loire. Pourquoi ? Parce que la démarche artistique est une entrée sensible et forte pour permettre aux jeunes d'aborder les problématiques liées à l'éducation et au développement. Se mettre en jeu émotionnellement c'est réfléchir et prendre conscience des situations sous une nouvelle approche. En 2014, la *Compagnie Le Chiendent* fût invitée pour une mission culturelle et artistique au Tamil Nadu (Inde) avec l'ONG AREDS-India. Ce fût l'occasion de travailler avec un groupe de militantes pour le droit des femmes, les *SWATE*.

“ LA DÉMARCHE ARTISTIQUE EST UNE ENTRÉE SENSIBLE ET FORTE POUR PERMETTRE AUX JEUNES D'ABORDER LES PROBLÉMATIQUES LIÉES À L'ÉDUCATION ET AU DÉVELOPPEMENT. ”

« Cette rencontre m'a marquée, métamorphosée » affirme Sandrine Bonnet avant de dire que « la force déployée par ces femmes avec autant d'humilité et d'intensité m'a poussée à revoir la copie de mon statut de femme en France ». Une deuxième mission a eu lieu en 2015.

www.cielechiendent.com

Samedi 21 nov. Place des Epars de 11h à 17h.

« Fête des migrants »

- Mur de paroles
- Forum des associations
- Animations musicales
- Recueil de témoignages d'immigrés avec lecture de paroles

Samedi 21 nov. au Centre culturel à partir de 19h00

« Soirée interculturelle »

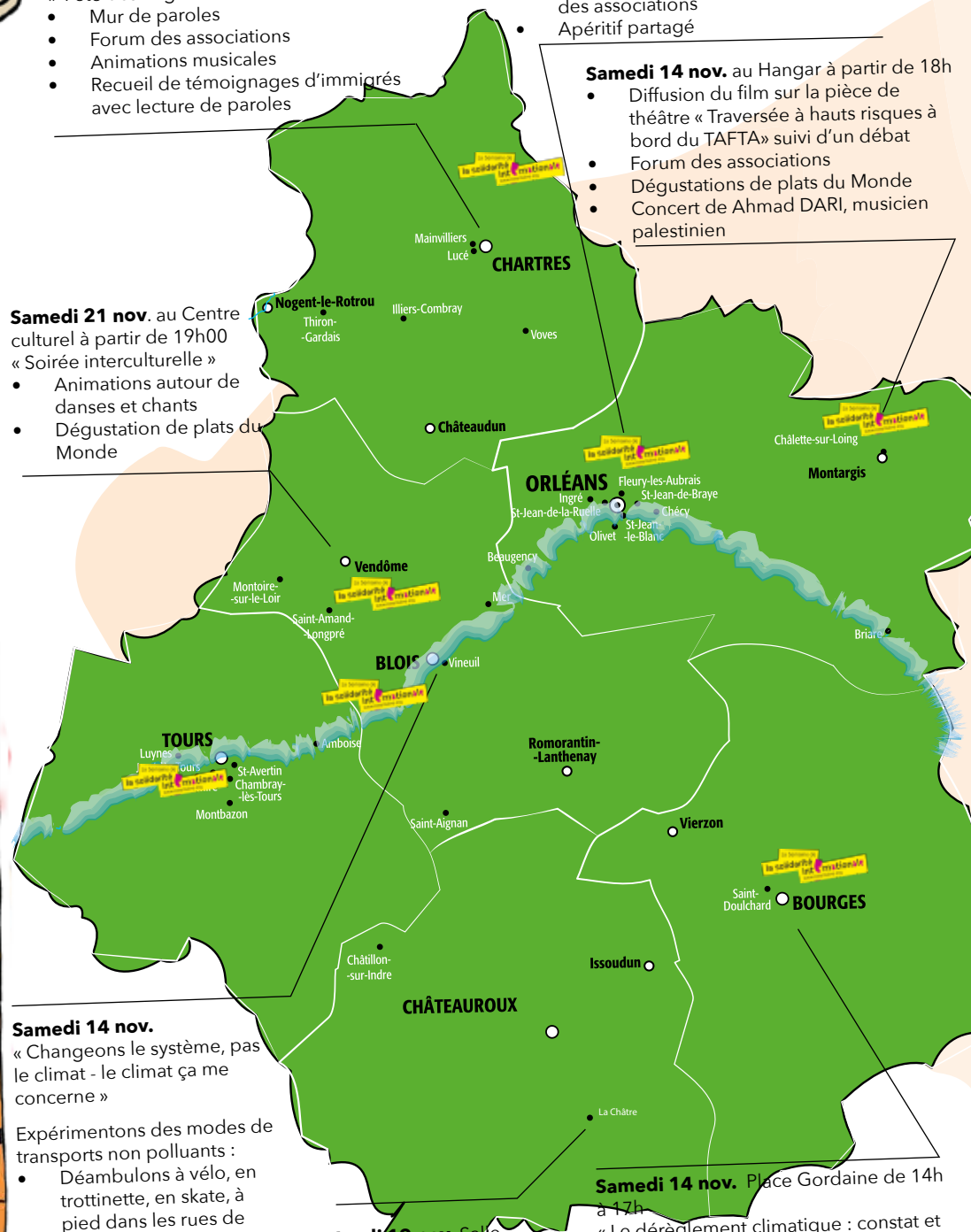
- Animations autour de danses et chants
- Dégustation de plats du Monde

Samedi 14/11 au 108 Maison Bourgogne à partir de 17h

- Déambulation de la Batukada dans les rues d'Orléans
- Radio Campus, Scènes d'expression, Forum des associations
- Apéritif partagé

Samedi 14 nov. au Hangar à partir de 18h

- Diffusion du film sur la pièce de théâtre « Traversée à hauts risques à bord du TAFTA » suivi d'un débat
- Forum des associations
- Dégustations de plats du Monde
- Concert de Ahmad DARI, musicien palestinien



Samedi 14 nov.
« Changeons le système, pas le climat - le climat ça me concerne »

Expérimentons des modes de transports non polluants :

- Déambulons à vélo, en trottinette, en skate, à pied dans les rues de Blois, rendez-vous à 10h30 à la Fabrique
- Clim'Apéro et jeux au Port de la Creusille à Blois entre 12h30 et 13h30
- Grand jeu dans la ville autour du changement climatique Rendez-vous à 13h30 Place des 3 clés

Jeudi 19 nov. Salle du cinéma du Théâtre Maurice Sand

- Projection/ débat dans le cadre du Festival AlimenTerre « Ceux qui sèment » de Pierre Fromentin

Samedi 14 nov. Place Gordaine de 14h à 17h

« Le dérèglement climatique : constat et conséquences »

- Grand jeu de sensibilisation autour du changement climatique avec portage de paroles et construction d'une ville éco citoyenne
- Toute au long de la Semaine conférences animées par Roland Marie MARCERON, Secrétaire départemental de « Terre des Hommes »

FESTIVAL PLUMES D'AFRIQUE Tours

Pour sa 7^e édition, et quatorzième année d'existence, Plumes d'Afrique continue inlassablement d'ouvrir notre territoire sur d'autres cultures, sur d'autres visions du monde. Ainsi, de Joué-lès-Tours à Amboise, de Chinon à La Riche, de la CCVI à la Communauté de communes de Ste Maure de Touraine, nous entrerons dans la force de la musique et de la danse de la troupe Yassigue Temou, du pays dogon (Mali).

WWW

A Tours, retrouvez tout le programme sur www.plumesdafrique37.fr

Quelques dates

Commission Afrique

« Culture et développement en Afrique »

Samedi 21 novembre - 9h - 12h

Centre social Pluriel(le)s, Quartier Sanitas, Tours

Inscription sur <http://www.centraider.org>

Le week-end de clôture, temps fort du festival:
Espace Malraux, Joué-lès-Tours

Samedi 28 novembre

Lectures - Débats - 16h30

Débat : Regards croisés sur l'Afrique : lectures et débat animé par par Virginie Brinker et Anne Bocande. En présence de Lieve Joris, Jean Luc Raharimanana, Françoise Vergès, In Koli Jean Bofane, en partenariat avec la revue *Africultures*.

Concert - 20h30

Moh Kouyaté

Dimanche 29 novembre

Contes - 17h

Hamed Bouzzine



SOLEILS DES AMÉRIQUES

Tours, Montoire-sur-le-Loir et Orléans

WWW

A Tours, Montoire-sur-le-Loir et Orléans, retrouvez tout le programme sur

associationyachachi.free.fr

Quelques dates

Dimanche 15 novembre à 16h30

Musikenfête,

Espace de l'Europe à

Montoire-sur-le-Loir

Animation dans le cadre de la journée internationale de l'Enfant

Musiques et contes

d'Amérique du Sud par les Waynakuna avec la participation de Massiko.

Lundi 16 novembre à 18h

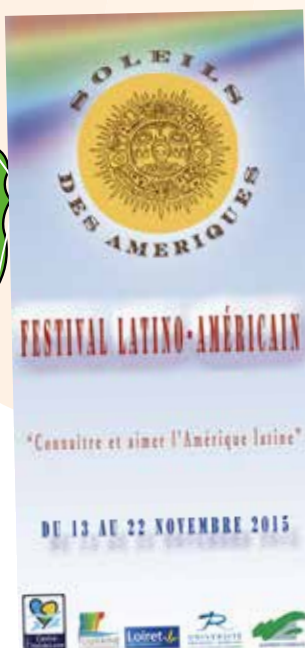
Université François Rabelais de Tours

« Réinventer la nation en Amérique latine : défis actuels de la diversité culturelle »
par Alfredo Gomez-Muller, maître de conférence

Jeudi 19 novembre à 18h

Université François-Rabelais de Tours

Projection du film 9.70 de Victoria Solano dans le cadre du Festival ALIMENTERRE Avec la participation d'Arène Konaté.



Une équipe de professionnels qui s'étoffe à CENTRAIDER !

Après plus de 5 années passées à Centraider, Morgane Olivier a quitté ses fonctions le 30 septembre dernier. Nous lui souhaitons une bonne continuation sur Avignon !

Deux nouvelles salariées ont rejoint l'équipe désormais au nombre de 6 personnes. Elsa Tisné-Versailles, basée à Vendôme, succède à Morgane Olivier depuis le 9 novembre et Anne Le Bihan, basée à Orléans comme coordinatrice de la plateforme régionale de mobilité internationale des jeunes, depuis le 1^{er} septembre. Nous leur souhaitons la bienvenue dans notre Réseau !

CENTRAIDER s'installe à Orléans

Vous avez été nombreux ces dernières années à solliciter la création d'une antenne de Centraider sur Orléans. Nous avons intégré les locaux de l'ONG Gévalor basé au 1 rue du Portereau à Orléans. Guillaume Guetreau, Chargé de communication et Anne le Bihan, Coordinatrice de la plateforme régionale de mobilité des jeunes se sont installés le 2 novembre dernier.

Sophie Laly

Responsable administrative et financière
Gestion administrative et financière
Gestion du Répertoire des acteurs
Appui aux Chargés de mission
Coordination de la Semaine de la solidarité internationale
sophie.laly@centraider.org

Elsa Tisné-Versailles

Chargée de mission Appui-Acteurs
Appui et accompagnement de porteurs de projets
Animation des commissions Asie, Eau & Assainissement,
Énergie, Climat, Environnement et Tourisme Solidaire
Chargée du dossier Acteur économique
Animation et développement du Pôle formation
elsa.tisne-versailles@centraider.org

**Retrouvez-nous désormais
sur TROIS sites en région
Centre-Val de Loire !**

VENDÔME

TOURS

Cyril Boutrou

Directeur
Gestion de l'association
Représentation du réseau
Gestion et développement des partenariats
Gestion des activités
Management du personnel
Animation des commissions Afrique et Santé
cyril.boutrou@centraider.org

Anthony Sigonneau

Chargé de mission Appui-Acteurs
Appui et accompagnement de porteurs de projets
Animation des commissions Europe et Éducation-formation
Chargé du dossier ECSI
Coordination des événements annuels de Centraider
anthony.sigonneau@centraider.org

Guillaume Guetreau

Chargé de mission Communication
Site Internet, Réseaux Sociaux
Production d'outils de communication
Rédaction du bulletin de liaison et de la Newsletter
Animation des commissions Amérique latine et Agriculture
Coordination du Festival ALIMENTERRE
guillaume.guetreau@centraider.org

Anne Le Bihan

Coordinatrice mobilité européenne et internationale
Coordination de la plateforme régionale de mobilité
européenne
et internationale des jeunes
Animation des commissions Europe et Action extérieure des
collectivités
Gestion de l'agrément du service civique
anne.lebihan@centraider.org

ORLÉANS



CENTRAIDER

Siège
59 bis Faubourg Chartrain
41100 VENDÔME
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER

Antenne de Joué-lès-Tours
10 avenue de la République
37300 JOUÉ-LÈS-TOURS
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER

Antenne d'Orléans
1 rue du Portereau
45000 ORLÉANS

www.centraider.org
contact@centraider.org

REJOIGNEZ NOUS SUR



À VENIR

Calendrier des événements à venir du réseau

NOVEMBRE

Festival AlimenTerre du 15/10 au 30/11
Formation le mercredi 4/11: L'Economie sociale et solidaire au cœur de mon projet de coopération internationale-Orléans
9 nov. : Commission Action Extérieure des Collectivités Territoriales à Blois
Du 14 au 22/11 18^{ème} édition de la Semaine de la solidarité internationale
Vendredi 20/11 Forum « S'engager pour la solidarité internationale » organisé par le CRIJ-Orléans
Samedi 21/11 Commission Afrique à Tours
Mercredi 25/11 Permanence de Centraider à Blois

DÉCEMBRE

Mardi 1/12 Commission Santé à Orléans
Vendredi 4/12 Commission Europe à Bourges
Mardi 8/12 Permanence de Centraider à Tours
Mardi 15/12 Permanence de Centraider à Chartres

Publications du réseau

GUIDE PRATIQUE L'ECSI - FOCUS EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

DISPONIBLE SUR WWW.CENTRAIDER.ORG

LIVRE HOMMAGE - 15 ANS REGARDS CROISÉS SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

DISPONIBLE LORS DES ÉVÉNEMENTS
SPÉCIAUX DE CENTRAIDER

CONCEPTION D'UN OUTIL INTERACTIF RÉGIONAL SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Dans le cadre d'un partenariat avec le Programme Solidarité Eau (pS-Eau), sur financement du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), Centraider réalise un outil interactif en ligne intitulé : « être solidaire pour l'eau et l'assainissement en région Centre-Val de Loire ».

L'objectif est de valoriser les pratiques des acteurs de la région Centre-Val de Loire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Sortie en décembre sur www.centraider.org et www.pseau.org.



Tony Ben Lahoucine

Président
Dossiers : Communication, formation, coopération décentralisée;
Collège réseaux départementaux.



Jean-Michel Henriët

Trésorier
Dossiers : ECSI, Commission éducation;
Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Catherine Monteiro

Vice-présidente
Adjointe au Maire de Blois.
Collège collectivités locales et leur regroupement.



Issouf Elli Moussami

Vice-président
Dossier : Commission tourisme équitable et solidaire;
Collège associations locales.



Bertrand Sajaloli

Vice-président
Dossier : Commission énergie-climat-environnement;
Collège institutions régionales.



Hélène Mignot

Secrétaire
Dossier : Ressources humaines;
Collège associations locales.



Gabriel Moussanang

Dossier : Commission Afrique;
Collège réseaux départementaux.



Roberto Martinez

Dossier : Commission Amérique latine;
Collège associations locales.



Jean-Claude Lézier

Dossier : Commission eau et assainissement;
Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Alain Payen

Dossiers : Commission Asie, commission éducation & formation;
Collège associations locales.



Joël Dine

Dossier : Commission agriculture;
Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Georges Rondeau

Dossier : migrants et OSIM,
collège associations affiliées à une représentation nationale.



Agnès Riffonneau

Collège associations affiliées à une représentation nationale.



Jean-Luc Guéry

Collège associations affiliées à une représentation nationale.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 27 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR CENTRAIDER



Roukya Attey

Collège Associations locales.



Cédric Arnou

Collège Comité de jumelages.



Daniel Millière

Dossier : Commission santé;
Collège associations locales.



Jean-Jacques Ondet

Collège associations locales.



Gérard Domise

Conseiller municipal à Chambray-lès-Tours
Collège collectivités locales et leur regroupement.



François Zaragoza

Dossier : Commission Europe;
Collège comité de jumelages.



Jean-François Fillaut

Dossier : Commission énergie-climat-environnement; Collège acteurs économiques.



Thiedel Camara

Collège associations locales non affiliées.



Victor Provôt

Maire de Thiron-Gardais
Collège collectivités locales et leur regroupement.



Michel Hétroy

Maire de Châtillon-sur-Indre
Collège collectivités locales et leur regroupement.



Françoise Missa

Collège institutions régionales.



Daniel Durand

Collège acteurs économiques.



Mathieu Muselet

Collège associations affiliées à une représentation nationale.

DES IMAGES ET DES MOTS SUR LES
DÉSORDRES ALIMENTAIRES DU MONDE

ALIMENT TERRE

FESTIVAL DE FILMS DOCUMENTAIRES

© Et Maintenant, nos terres

Tout le programme sur www.festival-alimenterre.org



Coordonné par :
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Avec le soutien de :



fondation
daniel & nina carasso
sous l'égide de la Fondation de France

En partenariat avec :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Daniel et Nina Carasso. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Daniel et Nina Carasso.

Un événement coordonné en région Centre-Val de Loire par

